

NOUVELLES DU MEXIQUE

(Supplément au numéro 3)

*Troisième Rapport Annuel
présenté au Congrès Fédéral le 1^{er} Septembre 1955
par le Président des États-Unis du Mexique
M. Adolfo Ruiz Cortines*

J'ai l'honneur de remplir le devoir constitutionnel d'informer le peuple mexicain, par l'entremise de votre Assemblée, de la situation générale du pays en ce qui concerne l'administration publique depuis le 1^{er} septembre 1954.

Au cours de ces douze derniers mois les obstacles que nous avons eu à surmonter n'ont pas été peu nombreux. Il serait vain de vouloir les sous-estimer aujourd'hui. Au contraire, l'ampleur même de ces obstacles, et la reconnaissance des difficultés que nous avons rencontrées nous permettent de mieux évaluer les efforts faits et les résultats obtenus. Ces résultats doivent encourager le peuple mexicain à un renouvellement d'énergie afin de contribuer à résoudre, avec le Gouvernement, les problèmes de la Nation. La satisfaction que nous manifestons n'émane donc pas d'un sentiment partial — d'individu ou de groupe — mais bien d'une légitime fierté nationale : celle d'apprécier objectivement les réalisations de la solidarité mexicaine ; expression d'une communauté toujours prête à servir les intérêts de la patrie, dans l'enthousiasme, le courage et le dévouement.

Le premier septembre 1954 nous a trouvés particulièrement voués à la tâche de rétablir une économie affectée par des forces adverses de la nature et par des circonstances extérieures qui échappaient à notre contrôle. De tels facteurs ne pouvaient que rendre encore plus aigus les problèmes, bien complexes, que pose le développement de notre pays tant du point de vue démographique, qu'économique et culturel.

J'ai dit en cette même enceinte, que je me portais garant, et de la façon la plus absolue, de la volonté nationale irré-

vocable. Car, si nous désirons atteindre pleinement notre maturité économique et politique ainsi qu'une culture vaste et durable, nous devons ériger, par un effort parallèle, une structure morale faite de confiance, de rectitude et d'espoir dans la fécondité du travail. Au cours de l'exercice administratif qui s'achève aujourd'hui, le peuple tout entier a donné de grands témoignages de constance et d'unité d'action pour parvenir aux buts nationaux, en partant des bases solides sur lesquelles nous devons continuer l'œuvre de notre progrès social et économique.

Dans les différentes branches de l'administration nous nous sommes efforcés d'améliorer la situation de toutes les classes sociales et de toutes les régions du pays. Quoique très varié du point de vue géographique et très divers dans ses efforts et ses expressions, le Mexique se présente, unanime, dans son action et ses objectifs. Cette unité est un gage de notre progrès. Sans elle nous n'aurions pas pu surmonter les difficultés naturelles, ou imprévisibles, auxquelles j'ai fait allusion. Si, en 1954, nous avons fait d'une contingence économique un nouveau lien entre le peuple et le Gouvernement, en 1955 nous avons fait d'une période administrative une étape de stabilité et de travail ; ce qui nous permet aujourd'hui de lever les yeux de notre tâche immédiate pour contempler l'avenir.

Les réalisations du Gouvernement de se mesurent pas seulement aux biens matériels qu'elles comportent : elles indiquent surtout l'esprit et l'activité vigoureuse du peuple. Rien de ce que nous avons fait, rien de ce que nous sommes en train de faire n'aurait la valeur positive que je lui attribue si la volonté populaire n'avait donné — et ne continuait à donner — à l'œuvre gouvernementale son assentiment, son appui et son encouragement puissant. Le

résumé des travaux que je vais avoir l'honneur d'exposer à cette assemblée est une preuve de cette affirmation.

Dans chacun des chapitres de ce rapport l'on perçoit les buts que tous les Mexicains reconnaissent en commun, et dont la poursuite les maintient unis dans une même et noble tâche : les exigences du progrès, les intérêts du peuple, la défense des principes de patrie, de justice et de liberté. Ce n'est pas aujourd'hui que nous découvrons un tel mobile et une telle inspiration. Dans toutes les situations difficiles, le Mexique a été guidé par l'exemple de ses héros et par la dignité de son passé. Face au passé immobile se dresse l'Histoire dynamique. En elle nos héros agissent encore : il nous accompagnent sur le chemin de la grandeur nationale. Le gouvernement de la République n'a pas cessé de multiplier ses efforts en vue de perfectionner les institutions démocratiques, en particulier les institutions municipales — base de notre structure politique — et afin d'obtenir la stricte observance des normes constitutionnelles.

Dans le respect de ces normes, et dans le cadre de sa compétence, le Pouvoir Exécutif continue la tâche entreprise pour renforcer l'unité nationale ; maintenir sans restriction aucune les libertés d'expression, de croyance, de travail, de presse et de critique à l'action du Gouvernement ; pour sauvegarder, en somme, les libertés spirituelles et économiques aussi bien que les garanties individuelles et sociales. Le Gouvernement déploie tout son effort afin que ces libertés, spirituelles et économiques, atteignent leur plus grand développement et que puissent ainsi se réaliser les postulats de justice sociale défendus par le peuple mexicain au cours d'une lutte indomptable et séculaire.

Les rapports avec les autres Pouvoirs et les Gouvernements des Etats de l'Union.

Un respect réciproque a réglé les rapports du Pouvoir Exécutif avec les autres Pouvoirs de l'Union et avec ceux des Gouvernements des Etats.

A Campeche, Colima, Guanajuato, Nuevo León, Querétaro, San Luis Potosí et Sonora ont eu lieu des élections pour assurer, conformément à la Loi, la continuité du Pouvoir Exécutif. Les citoyens désignés par le vote populaire furent déclarés gouverneurs élus par les H.H. Législatures locales. Les Gouverneurs constitutionnels de Tabasco et Chihuahua demandèrent l'autorisation de se démettre de leurs charges, et les Législatures de ces Etats désignèrent des gouverneurs intérimaires. On a élu les membres des Législatures locales de Guerrero, Nayarit, Tamaulipas, Colima, Chiapas, Nuevo León, Querétaro et Sonora, ainsi que les autorités municipales de Coahuila, Colima, Chiapas, Guanajuato, Guerrero, Hidalgo, México, Morelos, Nayarit, Nuevo León, Tamaulipas, Querétaro et Sonora.

Le dimanche 3 juillet dernier ont eu lieu les élections des députés fédéraux. En accord avec la réforme de l'article 34 de la Constitution, pour la première fois, sur toute l'étendue de la République, les femmes y participèrent.

Au moyen du Registre National des Electeurs, la Commission Fédérale Electorale a réalisé un recensement scrupuleux de la masse des citoyens : 5 millions d'hommes et 4 millions de femmes. La Commission a veillé à l'application des normes de la Loi Electorale, afin que les citoyens exercent librement leurs droits. On a assuré aux partis politiques inscrits les garanties légales.

La masse électorale mexicaine a été presque doublée par le contingent féminin qui s'est rendu d'abord aux bureaux de recensement, puis aux urnes avec le zèle et l'intérêt des gens qui comprennent toute la portée de leur intervention dans la vie publique de la nation, tout le sens de leur personnalité civique, et qui développent cette personnalité dans

le plein usage de leur liberté et dans le respect des règles de moralité et de dignité qui ont toujours distingué la femme mexicaine.

Grâce à la compréhension civique, il a été possible de canaliser ces manifestations politiques au moment opportun et de circonscrire la fonction électorale à l'activité des partis politiques et à la libre manifestation de la volonté des citoyens. Le nombre des votants s'est élevé à environ 70 % des citoyens inscrits, ce qui témoigne de l'intérêt que la fonction électorale a soulevé dans la masse des citoyens et dans les partis politiques inscrits.

Cette récente campagne politique a été caractérisée par l'intérêt qu'elle a suscité, par sa correction et par la tranquillité absolue avec laquelle elle s'est déroulée dans tout le pays. Pas un acte de violence. Un civisme exemplaire.

Etant donné que c'est l'Exécutif qui a pris l'initiative d'octroyer la totalité des droits politiques à la femme, je tiens à témoigner de la conduite élevée, digne et patriotique avec laquelle elle a participé aux actes électoraux. Cette conduite prouve jusqu'à quel point elle mérite la confiance que la Nation a mis en elle, et qu'elle ne décevra certes pas. Nous sommes certains que son action politique se développera pour le plus grand bien de la démocratie car elle y appliquera toute sa sensibilité et sa sollicitude passionnée envers son foyer et sa Patrie.

Le H. Congrès de l'Union a approuvé de nombreux projets de loi soumis par l'Exécutif. Nous signalons les suivants : Loi d'Encouragement et de Récompenses aux Fonctionnaires et Employés de la Fédération et du District et Territoires Fédéraux ; Loi de Reconnaissance au Mérite ; Loi qui crée le Fonds de Garantie et Développement pour l'Agriculture, l'Elevage et l'Aviculture ; Loi sur les Sociétés d'Investissements ; Loi sur le Régime de Propriété et Copropriété des Edifices divisés en Appartements, Bureaux ou Locaux ; Loi d'aide pour les Industries Nouvelles et Nécessaires ; Loi d'Exemption d'impôts pour les Habitations populaires dans les Districts et Territoires Fédéraux ; Loi qui crée l'Institut National du Logement ; Décret qui approuve le Crédit accordé, avec la garantie du Gouvernement mexicain, par la Banque Internationale de Reconstruction et Développement au "Ferrocarril del Pacífico, S.A." ; et Décret autorisant l'Exécutif Fédéral à accorder la garantie supplémentaire de la Trésorerie aux prêts de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement. De plus, diverses modifications à la législation civile et pénale et diverses lois de caractère fiscal et financier ont été approuvées.

Problèmes démographiques.

Les efforts d'amélioration collective des habitants de la République se manifestent également par l'augmentation constante et enthousiaste du nombre de Comités de Perfectionnement moral, civique et matériel dont nous avons proposé la création dans les différents Etats en vue d'une coopération plus intense avec les autorités municipales pour l'accomplissement des tâches de progrès général.

On a constitué 4.260 comités dans les 2.371 municipalités de la République. Ces comités fonctionnent en dehors des idéologies politiques ou des croyances religieuses, développant activement la solidarité sociale pour la solution des problèmes locaux, et ils accomplissent des œuvres d'intérêt collectif, souvent grâce à leurs seules ressources.

Le Gouvernement ne cesse — et ne cessera pas — de travailler à entretenir dans la conscience publique le culte permanent des héros de notre Nation, et de leurs luttes pour la liberté et l'évolution collective — culturelle et sociale — du pays. Nous obtenons ainsi de nos concitoyens une meilleur

leure compréhension de leurs responsabilités civiques et nous donnons aux membres de la collectivité, dès leur plus jeune âge, une claire conception de ce que fut, de ce qu'est et de ce que doit être notre Patrie grâce à l'effort de nos ancêtres, à nos propres efforts et à ceux que doivent accomplir les jeunes générations.

Un problème important et ardu, et qui préoccupe profondément le Gouvernement, celui que pose la sortie de nos travailleurs agricoles à destination des Etats-Unis d'Amérique, a été l'objet de nos plus grands soins. Leurs contrats de travail ont été établis suivant les stipulations de l'Accord Bilatéral conclu en 1954. Dans les quatre centres d'engagement de la République on a remis, du 1^{er} septembre 1954 au 3 août dernier, à 297.000 travailleurs les papiers nécessaires à leur documentation. Ce sont là des travailleurs qui, périodiquement, rentrent au pays ; ce qui a déjà été le cas pour 167.000. Le restant suivra à l'expiration des délais, de trois à six semaines, durée de leurs contrats.

L'aspect le plus grave de ce problème était déterminé par ceux de nos travailleurs qui passaient la frontière sans garantie de contrat. A ce jour, leur nombre a été réduit de 90 %, grâce aux mesures préventives, convenues et coordonnées par les deux Gouvernements. De septembre de l'an passé au mois d'août dernier, 125.000 travailleurs qui n'avaient pas de contrat ont été rapatriés.

Ce phénomène démographique — répétons-le — est d'une grande complexité. S'il est tout à fait normal qu'entre pays frontaliers s'établissent des courants migrateurs de travailleurs, quand on observe méthodiquement l'exode des nôtres, il semble que celui-ci dépende aussi d'autres causes : l'impossibilité de donner encore du travail à tous ; les conditions aléatoires de notre agriculture en dehors des zones irriguées, par suite de la rareté ou de la trop grande abondance de pluies ; le mirage de gains qui, souvent, ne correspondent pas à la réalité ; et, tout particulièrement, le désir de connaître de nouvelles contrées, à l'étranger, désir qui ne se manifestait pas autrefois parce que manquaient les facilités de transport et de communications dont on dispose aujourd'hui. Il y a 25 ans nous pouvions seulement compter sur nos chemins de fer. Aujourd'hui nous possédons, en plus, 29 ou 30.000 kilomètres de routes et de chemins vicinaux. La radio, le cinéma et la télévision augmentent encore ce désir de voyages.

Par la réalisation des plans établis pour favoriser le développement de l'agriculture et de l'industrie, par la colonisation des zones maigrement peuplées et par les programmes de progrès maritime et de travaux hydrauliques et de voirie, l'Exécutif multiplie ses efforts pour créer des sources permanentes de travail. Nous devons tous nous dépenser dans ce but et entre tous nous pourrons l'atteindre. Cette année-ci les agriculteurs de Sonora ont déjà employé nos travailleurs émigrants pour la récolte du coton. D'après les renseignements du Groupement patronal des Agriculteurs, il en est venu 20.000, qui reçoivent de bons salaires. Suivant les informations fournies par les associations de cotonniers, 30.000 sont employés à Tamaulipas. Bien que dans l'un et l'autre cas les méthodes souffrent encore de certaines erreurs, parce qu'elles s'organisent à peine, les chiffres sont assez éloquents. Notre développement agricole pourra absorber périodiquement et systématiquement un nombre chaque jour plus important de ces travailleurs.

L'organisation du tourisme s'améliore avec la coopération des entreprises privées. C'est une industrie de grande valeur dans notre vie économique. Le tourisme intérieur s'accroît et se perfectionne constamment pour le plus grand bien de l'unité nationale grâce à la connaissance qu'obtiennent les Mexicains de leur pays, de leurs compatriotes et des ressources nationales. Le tourisme en provenance de l'extérieur a augmenté de 11 % par rapport à l'année précé-

dente. Le Mexique figure au nombre des dix nations de plus grand intérêt touristique.

On a accordé aux problèmes de l'industrie cinématographique, de la radio et de la télévision, qui ont tant d'importance comme moyens de connaissance, d'information et de propagande, l'attention particulière qu'ils exigent.

Nous poursuivons l'industrialisation de la Colonie Pénale des Iles "Mariás" qui utilise l'agave, les salines et les bois. Les mesures prises ont pour but d'adapter les détenus, autant qu'il est possible, à une vie de communauté, de travail et de productivité économique.

La nouvelle Loi Organique du Ministère Public du District et des Territoires Fédéraux, qui améliore son fonctionnement, a été promulguée. Le Ministère Public de la République a rempli les missions que la Loi lui confie. Il convient de citer, notamment, l'efficacité de la lutte permanente contre le trafic illicite des stupéfiants.

L'Exécutif enverra au Congrès de l'Union, au cours de la présente session, les projets de lois suivants : Réforme à la Loi Monétaire qui autorise la frappe de monnaies d'argent de 5 et 10 pesos et de monnaies fractionnelles de cuivre ; Loi qui crée la Commission Nationale de l'Energie Nucléaire ; Loi qui crée le Conseil Supérieur de Coordination des Ressources Naturelles non renouvelables ; Loi qui crée la Direction Générale des Pensions Militaires ; Loi d'Avancement et de Récompenses pour l'Armée Nationale ; Réforme de la Loi d'Impôts sur le Revenu ; Réforme de la Loi d'Impôts sur les Mines ; Réforme de la Loi sur les Eaux afin de coordonner ses dispositions en matière d'irrigation ; Loi sur la Participation du Mexique à la Corporation Financière Internationale ; Réforme de la Loi Fédérale sur le Droit d'Auteur en accord avec l'article 10 de la Convention Universelle du Droit d'Auteur signée à Genève en 1952.

Les Territoires Fédéraux.

Le Gouvernement du Territoire sud de la Basse-Californie a investi 800.000 pesos dans les chemins vicinaux et 500.000 dans des travaux d'irrigation.

On poursuit des sondages pétrolifères. Trois puits dénotent des conditions géologiques favorables et on espère obtenir du pétrole à bref délai. Les mines de Santa Rosalía — "El Boleo" — entreprise bénéficiant maintenant de la participation de l'Etat, ont rapporté en onze mois 4.500.000 pesos, et on a maintenu en activité l'unique source de travail — pour une commune de 7.000 habitants — que l'entreprise précédente avait abandonnée l'an passé, la déclarant non rentable.

Dans le domaine agricole, 1 million de pesos ont été distribués et, pour mettre en valeur la vallée de Santo Domingo, la Banque Nationale de Crédit Agricole a consenti, le mois dernier, 23 millions de pesos de crédits pour déboisements, mises en état, engrais, forages et équipements. 900.000 pesos ont été alloués par le Gouvernement de Quintana Roo à la route de Chetumal-Peto, aux écoles, aux pavages, au pénitencier, aux cantines scolaires, aux vestiaires et équipement de la Colonie Infantine. On développe des nouvelles industries forestières, piscicoles et apicoles, ainsi que la culture intensive de la "sisalana", variété estimable du sisal. De plus, les programmes de colonisation, de développement maritime et de voies de communications que le Gouvernement Fédéral est en train d'exécuter sont des facteurs essentiels du développement des Territoires de Quintana Roo et de Basse-Californie, importantes réserves de la Nation.

La ville de Mexico.

Le plus grand problème pour le District Fédéral — nous le répétons — est celui que posent les difficiles conditions hydrologiques des 8.000 kilomètres carrés du bassin de la Vallée de Mexico : il entraîne pour les services municipaux des complications infinies et des conséquences économiques et sociales préjudiciables.

Les trois aspects de ce problème séculaire continuent à se présenter ainsi : insuffisance d'eau pour une population évaluée à 4 millions d'habitants en 1955 qui, si le rythme annuel de son accroissement se maintient (7%, c'est-à-dire plus du double de celui de la totalité du pays), atteindra des proportions extraordinaires ; les affaissements de terrain dans notre capitale et, enfin, les inondations qu'ils provoquent. Il est indispensable que les habitants du district se persuadent que leur coopération pour remédier aux graves conséquences de ce problème ne peut pas être ajournée, d'autant plus que, contrairement à ce qui se passe dans d'autres localités très peuplées — qui possèdent des rivières et des bassins aux eaux abondantes — ni le District ni la Ville ne disposent de sources d'approvisionnement rapprochées.

Elever le taux de l'actuelle ration d'eau par habitant, qui est de 310 à 350 litres par jour, en tenant compte de l'incessant accroissement de la population, et combler les puits — 42% de la consommation — sont les buts que nous devons atteindre sans retard. La détection des fuites et le contrôle des gaspillages au moyen de compteurs (3.437 litres par seconde), l'amélioration des systèmes de Xochimilco et Xotepingo (1.200 litres par seconde), les nouveaux travaux de Lerma — dont on obtiendra 600 litres de plus par seconde — et les travaux déjà effectués à Chiconautla-Tepexpan (3.000 litres par seconde) nous permettront d'atteindre, pour 1956, un total de 16.200 litres par seconde. Cette quantité nous est indispensable, car actuellement la capitale, à elle seule, consomme 13.000 litres et les autres localités du District 635, ce qui fait, dans l'ensemble, 13.635 litres. Ce chiffre, nous le disons encore, est insuffisant. 18 millions de pesos ont été déjà consacrés à ces travaux.

Si la nécessité de résoudre cet angoissant problème est évidente, il est également évident qu'il s'agit là de mesures d'urgence destinées à porter remède à la situation actuelle, car étant donné l'énorme augmentation de population du District, il est inéluctable que nous considérions dès maintenant ce qu'il nous faudra réaliser jusqu'en 1965, lorsque nous aurons à compter avec 5.700.000 habitants pour lesquels 23.200 litres d'eau par seconde seront indispensables.

Tout le monde sait que la nécessité d'extraire l'eau du sous-sol provoque sa déshydratation et, par suite, des affaissements qui — rappelons-le — furent, jusqu'en 1937, de 4 centimètres par an. De 1938 à 1947 ils atteignirent 14 cm. De 1948 à ce jour ces affaissements ont été de 30 cm., et, dans certains endroits, de 50 cm.

Les inondations ont — de toute évidence — diminué, si bien que l'on ne note plus que des stagnations d'eau de quelques heures : ceci grâce aux travaux réalisés, aux pompes mises en service et à l'incessante attention consacrée aux systèmes de drainage.

Nous annonçons l'an passé que le montant de ces travaux ne se chiffre pas à moins de 800 millions de pesos, et c'est pour cela que nous faisons encore appel à la coopération rapide et énergique de la collectivité du District, tout particulièrement aux propriétaires des immeubles et des terrains de plus grande valeur. La propriété urbaine du District est évaluée actuellement à 50 milliards de pesos. Le Gouvernement a déjà conçu un projet, réalisable et de grande portée financière, en vue de la coopération spéciale

de la collectivité. Ce projet sera rendu public en octobre prochain. Des réunions prévues avec les différents secteurs intéressés permettront d'établir le programme d'action que nous devons réaliser en commun.

Après l'extension des réseaux de distribution d'eau, 22 cités ouvrières de plus et d'autres zones du District seront desservies. On a déjà supprimé 6.000 fuites d'eau et, grâce aux compteurs, on est arrivé à une économie de consommation. 20 millions de pesos ont été investis dans ces travaux.

On a amplifié le réseau d'égoûts avec de nouveaux collecteurs pour les eaux de pluies ; on a construit 6 réservoirs de 58.000 mètres cubes ; on a installé de nouvelles pompes et amélioré celles qui existaient ; on est en train de canaliser la rivière "Mixcoac" et, de façon permanente, on drague le Grand Canal. 36 millions de pesos ont été investis dans ces nouveaux travaux.

4 millions de mètres carrés ont été pavés et 500.000 ont été réparés. Une circulation croissante et difficile a exigé l'élargissement, la prolongation ou la rectification de rues et avenues. Le prix des domaines a été réglé en accord avec les propriétaires. Le montant total, y compris celui des travaux, a été de 81 millions de pesos. L'amélioration des parcs, jardins et fontaines a représenté une dépense supplémentaire de 5 millions de pesos.

22 écoles primaires pour 19.000 élèves ont été terminées. 25 écoles de plus pour 20.000 élèves seront achevées cette année. 13 nouveaux marchés sont mis en service. Ils accueilleront 5.000 marchands qui, jusqu'ici, manquaient d'installations ou dont les installations étaient insuffisantes. 7 marchés de plus sont en construction. 33 millions de pesos ont été consacrés aux écoles et marchés construits. Et 39 millions sont déjà investis dans les bâtiments en cours.

L'an dernier j'annonçais qu'en juillet seraient achevés — et ils l'ont été — les nouveaux abattoirs et le frigorifique qui pourra conserver 35.000 pièces de bétail, ainsi que des poissons, des fruits, des légumes et autres denrées périssables, appoint précieux pour régulariser le marché de la viande dans les mois de pénurie. 50 millions de pesos y ont été investis.

L'éclairage public a été augmenté de 3.200 unités. Coût : 5 millions. On a installé les câbles pour 65 trolleybus. 91 tramways nouveaux ont été mis en service ; 30 sur les 80 qui sont en réparation fonctionneront cette année. L'investissement en transports électriques a été de 25 millions de pesos. Le problème complexe du transport urbain de voyageurs par autobus, en nombre insuffisant et pour la plupart en mauvais état, provoque des réclamations incessantes et un mécontentement croissant des usagers. Des accords ont été conclus entre les concessionnaires, la Banque Nationale pour les Transports, le Département du District Fédéral et les constructeurs. Le Gouvernement a obtenu que les concessionnaires achètent 1.500 unités nouvelles. Cette amélioration demande un investissement de 75 millions de pesos que financera la Banque pour les Transports. Les services de police, de transit, les pompiers et les services de nettoyage ont été l'objet d'une attention très efficace. Dans de nouvelles acquisitions ou en améliorations d'équipement, 13 millions de pesos ont été investis.

Dans les cités ouvrières, priorité a été donnée à l'adduction d'eau potable et aux services de voirie. Les réseaux de distribution ont été amplifiés, comme il a été dit, pour approvisionner 22 d'entre elles. On continue l'installation de nouveaux réseaux. On a augmenté le nombre de camions-citernes pour une valeur de 1.400.000 pesos afin de porter l'eau à celles qui en manquent. Dans 238 cités, 12 millions de mètres carrés de pavage ont été posés ou consolidés, avec une dépense de 6 millions de pesos. Un groupe de machines, semblables à celles achetées l'an dernier, a été

acquis au prix de 5 millions de pesos. 6.000 collecteurs d'eaux de pluie ont été construits. 30 nouvelles écoles seront en service cette année.

Le problème capital pour ces cités est peut-être le défaut d'enregistrement des lotissements. Dans 54 d'entre eux, les problèmes juridiques ont été résolus et 10.000 actes ont été passés. L'Administration actuelle a pour but l'enregistrement de tous les lotissements à l'exception de ceux pour lesquels il a été fait appel aux tribunaux judiciaires et dont le règlement n'est pas de caractère administratif.

L'Exécutif ne pense pas que les problèmes multiples et complexes ayant trait aux cités seront résolus dans l'immédiat. Mais il affirme, une fois de plus, que l'exécution progressive de ce qui est nécessaire à ces centres importants de population continuera à faire l'objet de sa préoccupation constante. Il doit pouvoir compter, pour réussir, sur la franche coopération de tous les habitants du District Fédéral, dans un esprit de solidarité. 288 cités ouvrières, avec 720.000 habitants et des services publics rudimentaires, présentent un problème qui ira en s'aggravant si nous ne nous décidons pas à le reconsidérer comme nous concernant tous personnellement afin d'en réduire tout au moins l'acuité. La ville de Mexico occupait, il y a 20 ans, une superficie de 150 kilomètres carrés ; elle en occupe aujourd'hui 200. Sa population était, en 1930, de 1.235.000 habitants. De 1 million 760.000 en 1940, elle est aujourd'hui de 3 millions. Le District Fédéral a 1.500 kilomètres carrés et 4 millions d'habitants. Les besoins ont augmenté de façon démesurée et ils augmentent chaque jour. Nous devons donc conjuguer tous nos efforts pour faire face à ces besoins, du moins dans leurs proportions actuelles.

En 1954, les recettes du Département du District ont atteint 518 millions de pesos en droits et en impôts, soit 119 millions de plus qu'en 1953.

La Dette Consolidée du Département qui, en décembre 1953, était de 104 millions de pesos a été ramenée à 30 millions, et la Dette Flottante, qui était de 138 millions, est réduite à 10 millions de pesos dont l'apurement n'a pas encore été possible.

Relations Extérieures.

Les principes qui définissent la politique internationale du Gouvernement découlent des traditions séculaires de notre peuple, qui ne conçoit pas la paix sans la liberté, ni la liberté sans la garantie de la justice.

Pendant des siècles, hommes et femmes du Mexique eurent à supporter les vicissitudes d'une histoire qui a trempé leurs âmes dans l'adversité et qui a affermi les vertus qui soutiennent leurs convictions démocratiques.

Aussi notre comportement extérieur est-il le fidèle reflet de ce que le peuple mexicain pense et espère. De la place qui nous revient dans la communauté internationale, nous offrons notre loyale collaboration pour les tâches qui assurent le maintien de la tranquillité du monde.

Le Mexique sait que les plus hautes valeurs de la vie politique des hommes exigent de chaque peuple énergie, persévérance, prudence et foi. Il sait également que ces valeurs imposent à chaque Etat le respect des droits des autres. Nous nous devons à la coopération mondiale, et, en servant la cause de la compréhension réciproque et de l'entraide, nous maintenons notre indépendance dans la dignité. C'est là notre voie, la voie lumineuse du Mexique.

Nous croyons qu'à tout moment, même aux plus difficiles, nous devons garder une confiance entière dans la capacité de l'homme pour trouver des solutions pacifiques aux problèmes internationaux du présent et de l'avenir.

Aussi l'Exécutif a-t-il jugé à son prix l'importance des efforts qui tendent à diminuer progressivement les tensions mondiales et à rendre efficaces, dans la vie de chaque Nation, les bienfaits généraux des grandes œuvres de la paix.

Nous avons accueilli avec satisfaction et avec un vif intérêt, à la IX^e Assemblée des Nations Unies, l'initiative du Président des Etats-Unis pour que soit adopté un plan en vue de l'emploi pacifique de l'énergie atomique. Dans cette importante matière, nous avons favorisé les échanges d'opinion et d'information entre hommes de science afin de mettre cette force nouvelle au service de l'humanité. Nous avons pris part à la Conférence qui, selon la décision de l'Assemblée Générale, s'est réunie à Genève au mois d'août dernier. Dans le domaine économique, nous avons donné notre appui à l'établissement d'un organisme financier international qui élargisse la coopération des Etats.

A la réunion commémorative du dixième anniversaire de la signature de la Charte de l'Organisation Mondiale, nous avons réaffirmé notre désir de voir s'instaurer une paix dont les fondements soient la liberté et la justice.

Notre pays a pris part à diverses réunions internationales consacrées à l'étude d'une meilleure utilisation des ressources des mers. A ces occasions, il a toujours lutté pour la sauvegarde des droits de l'Etat riverain et pour la juste délimitation des eaux territoriales.

Le Mexique a eu le plaisir d'accueillir, en mai dernier, la VIII^e Assemblée de l'Organisation Mondiale de la Santé, institution spécialisée des Nations Unies, aux travaux de laquelle nous avons continué de participer.

Les principes de coopération sur lesquels repose la solidarité interaméricaine représentent la contribution la plus importante que le Nouveau Monde puisse apporter à la cause de la paix. Notre pays a collaboré à l'Organisation des Etats Américains dans le dessein de maintenir la solidarité, l'harmonie et l'amitié qui doivent prévaloir dans les relations des peuples et des gouvernements de cet Hémisphère.

L'Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire, qui fut fondé dans cette capitale il y a 25 ans, a célébré sa VI^e Assemblée, consacrée à l'étude de thèmes qui tendent à assurer un rapprochement plus étroit entre les peuples américains.

Une entente cordiale et une franche amitié président aux rapports entre le Mexique et les Etats-Unis. La visite du Vice-Président Nixon a été reçue par le Gouvernement et par notre peuple comme une preuve de la sincère amitié qui anime les deux nations. Nous avons conclu cette année de nouveaux arrangements satisfaisants pour les deux parties, afin d'améliorer le fonctionnement de l'accord sur les travailleurs migrants. Nos représentants à la Commission des Frontières et des Eaux ont signé l'acte réglementant la mise en réserve, l'acheminement et la remise des eaux du fleuve Bravo et l'acte concernant le fonctionnement et l'entretien du barrage "Falcón". Nous sommes arrivés, également, à un accord de coopération technique pour l'accroissement de la production industrielle.

Je tiens à mentionner spécialement la remise faite au Mexique par le Gouvernement des Etats-Unis, de la formule du vaccin Salk contre la polyomyélite, acte généreux que nous acceptons comme un nouveau témoignage d'amitié.

Nos relations avec les autres pays américains se sont maintenues dans l'esprit de profonde amitié qui les caractérise. Le Gouvernement a envoyé des délégations spéciales à la prise de pouvoir du Président de Cuba et à l'installation du Conseil National du Gouvernement de la République Orientale de l'Uruguay. Avec Cuba, nous avons signé un accord sur les transports aériens, qui règle les intérêts

des deux pays en matière d'aviation civile. Il nous a été particulièrement agréable de recevoir la visite des Ministres des Affaires Etrangères de l'Uruguay et du Honduras.

Nous avons mis un soin particulier à accroître et à rendre plus fécondes les relations que nous maintenons avec les pays européens. Le retour de l'Autriche dans le concert des Nations souveraines nous a causé une profonde satisfaction, car le Mexique n'a jamais cessé de s'intéresser au destin de cette noble Nation. J'ai le plaisir de signaler que les expositions du livre mexicain à Londres, Venise et Paris, ainsi que celle d'architecture mexicaine à Londres ont contribué à resserrer le rapprochement spirituel avec la Grande-Bretagne, l'Italie et la France.

La cordialité de nos relations avec les pays des autres parties du monde s'est manifestée par les visites de M. Sarvepalli Radhakrishnan, Vice-Président de l'Inde, de M. Katsumi Okazaki, Ministre des Affaires Etrangères du Japon, avec qui fut signé à Mexico un accord culturel entre les deux pays ; par celle aussi de M. Mahmud Fawzi, Ministre des Affaires Etrangères d'Egypte. En janvier dernier, le Mexique et le Pakistan ont noué des relations diplomatiques formelles.

Armée et Marine.

En ce qui concerne le progrès de l'Armée, le rétablissement, effectué l'an passé, des Directions de l'Infanterie, de la Cavalerie, de l'Artillerie et du Génie, et des Départements Militaires de la Justice et des Pensions, du Matériel de Guerre, des Transports, des services vétérinaires et de Remonte, du Recrutement et de l'Inscription, a donné de bons résultats.

La préparation professionnelle a été améliorée par la coordination des programmes d'instruction des Corps de Troupes et de ceux des Ecoles et Cours Militaires. On a ainsi obtenu, de la base au sommet, une préparation progressive. L'Ecole Militaire des Sous-Officiers prépare ceux-ci à entrer au Collège Militaire : ils se trouvent de ce fait dans les mêmes conditions de préparation que les civils. Le Centre d'application et de perfectionnement pour les officiers des Armes prépare des Commandants de Compagnie, d'Escadron et de Batterie. Cette année-ci le cycle a été étendu à l'infanterie et à l'artillerie. Aux enseignements des Prytanées d'Education Militaire s'ajoutent ceux de Cours Spéciaux : Mitrailleurs, Intendants, Statisticiens, Radio-opérateurs et Officiers de Transmissions. Enfin, à l'Ecole Supérieure de Guerre — comme on l'a annoncé l'an dernier — on a ajouté au Cours d'Etat-Major celui de Commandement pour les Chefs de Bataillon et de Régiment et un Cours Supérieur de Guerre pour former de bons chefs des Forces Armées et un personnel civil spécialisé. Nous obtiendrons ainsi des groupes préparés, capables d'affronter et de résoudre les problèmes de la défense nationale.

Afin que les cadres de Chefs, Officiers et Sous-Officiers puissent avoir l'unité nécessaire à l'application et au développement des connaissances, on a réorganisé le Corps des Gardes Présidentiels et on a créé une Brigade d'Infanterie ; l'organisation de ces grandes unités élémentaires, qui disposent des armes et services nécessaires permettra d'augmenter en pratique les connaissances du personnel en les harmonisant dans un milieu interarme bien équilibré.

Si l'instruction du personnel a mérité une attention particulière, l'amélioration économique et morale de l'Armée a également été l'objet de cette attention. En effet, la promotion générale du "20 Novembre 1954" a compris, selon nos règlements et nos lois, la nomination de 399 chefs et officiers, dans l'Armée et les services de celle-ci, comblant ainsi le 50 % des postes vacants. De plus, à la date du

1^{er} janvier de cette année a eu lieu une "Promotion spéciale" pour les sous-lieutenants du Collège militaire dans lequel furent nommés 150 officiers de l'Armée et de ses services. En résumé, 549 chefs et officiers ont été promus dans la période envisagée dans ce rapport. La promotion "20 Novembre 1955" suit actuellement des cours d'étude et de préparation.

2 millions de pesos ont été investis dans la construction de 78 habitations destinées à des chefs et officiers affectés à cette Place Militaire.

La Banque Nationale de l'Armée et de la Marine a couvert 50 % du montant des Assurances-vie des généraux, chefs et officiers, et 53 % de plus qu'auparavant de celles des hommes de troupe, sans pour cela augmenter les primes à charge des assurés eux-mêmes, conformément à l'offre faite l'année dernière. Elle a accordé des prêts à court terme et des hypothèques pour une valeur de 50 millions de pesos.

Le service médico-social pour les enfants des soldats a été créé.

Le personnel militaire en garnison dans les territoires inondés de Veracruz et Guerrero a été gratifié d'un mois de solde, et toute l'armée — à l'instar du personnel civil — a reçu l'équivalent de la solde d'une demi-quinzaine à titre de prime de fin d'année.

La solde de la troupe a été augmentée de 10 % en juillet. Les traitements des Généraux et des Officiers ont été calculés à nouveau afin de les améliorer dans le cadre du budget. Tout ceci comporte une dépense de 16 millions de pesos annuelle.

En améliorant progressivement la situation économique de l'Armée, le Pouvoir Exécutif a décrété qu'à partir du mois d'août le taux quotidien prévu pour l'alimentation des hommes de troupe serait porté de 1 peso 50 centavos à 3 pesos. Jusqu'ici la troupe payait de sa solde 1 peso 50. Une telle disposition représente pour le Trésor Public une dépense annuelle de 19.500.000 pesos. 5.100.000 pesos ont été dépensés par les Services de Santé et ceux agissant en coopération avec le Service de Santé pour la campagne préventive contre la fièvre jaune et contre le paludisme dans le sud-est du pays. L'Hôpital Militaire Central a hébergé 1.234 militaires, 1.229 membres des familles de militaires et 574 civils. 163.109 soldats — de la classe 1935 — ont terminé leur entraînement physique et militaire et sont passés à la Réserve de l'Armée.

Au début de cette année, 150.685 jeunes gens de la classe 1936 ont été incorporés dans les Unités du Service Militaire. Chaque année le nombre des réfractaires diminue.

Dans le but d'améliorer l'éducation physique, des concours sportifs ont eu lieu au sein des Unités du Service Militaire Volontaire et de celles du Service Militaire National, dans les académies militaires, dans les Dépendances du Ministère de la Défense Nationale et dans les Académies et Corporations militarisées. En septembre 1954 a eu lieu le deuxième concours sportif du Service Militaire National — classe 1935 — auquel ont participé 440 finalistes des 10 régions militaires.

Aux Seconds Jeux Sportifs Panaméricains ont participé : 1 général, 8 officiers supérieurs, 65 officiers et 300 hommes de troupe. Le groupe "Pentatlón Moderne" obtint la première place, tant à titre individuel que par équipe, et il fut qualifié pour participer au Championnat mondial en Suisse en octobre prochain. L'Equipe d'Equitation se fit également remarquer et remporta deux épreuves.

L'instruction des analphabètes dans l'armée se poursuit activement, et 21.358 illettrés ont été instruits.

Le Service Cartographique de l'Armée continue l'élaboration de la carte générale de la République du Mexique.

Les Forces Aériennes mexicaines entretiennent et réparent leur matériel volant et réorganisent leurs unités. 15 avions "Steerman" ont été achetés pour les cours aux élèves-pilotes de l'Ecole militaire d'aviation. Coût : 1 million 500.000 pesos.

Des casernes et des dépendances ont été remises en état dans diverses régions militaires et d'autres ont été construites dans le nord et le nord-ouest du pays pour une somme de 8 millions de pesos. La direction générale de l'Intendance a équipé en vêtements et matériel les unités et services dépendant de l'Armée et des Forces aériennes pour un montant de 23 millions de pesos. Elle a doté d'uniformes de gabardine tous les officiers pour une valeur de 8 millions de pesos. Notre industrie militaire est en train d'équiper l'armée avec le nouveau mousqueton, modèle 1954, et de distribuer les armements et munitions prévus dans les plans d'armement.

Grâce à l'organisation paragouvernementale C.E.I.M.S.A. (Compagnie Exportatrice et Importatrice Mexicaine S.A.), on est parvenu à obtenir dans de bonnes conditions des articles de première nécessité à des prix réduits.

Le Pouvoir Exécutif soumettra un projet de Loi créant la Direction des Pensions Militaires au bénéfice de l'Armée et de la Marine. Grâce à cet organisme, les besoins sociaux de l'Armée obtiendront une plus grande rapidité dans la transmission des pensions, une aide économique plus opportune et des facilités de logement. Le Gouvernement soumettra également un projet de Loi sur les avancements et sur les récompenses.

Une fois de plus j'ai la satisfaction de déclarer que l'Armée a, non seulement rempli sa mission constitutionnelle, mais encore qu'elle coopère efficacement aux campagnes nationales contre les fléaux agricoles et contre le trafic des stupéfiants, à la construction de chemins vicinaux, au reboisement, à l'extinction des incendies, à toutes les œuvres, en somme, ayant un caractère social pour lesquelles on a recours à elle.

Le programme de progrès maritime a — comme on sait — pour objectif principal d'intégrer à notre développement économique et social le réseau des 70 ports de nos 10.000 kilomètres de littoral et leurs zones d'influence. Divers services du Gouvernement participent à la réalisation de cet important programme.

Rien qu'en ce qui concerne les travaux portuaires, 750 millions de pesos seront investis au cours de notre mandat. Dans la période envisagée, 127 millions de pesos — qui s'ajoutent aux 113 millions de la période 53-54 — soit un total de 240 millions de pesos, ont été dépensés. 5 millions de pesos ont été investis dans les cales sèches de Salina Cruz, San Juan de Ulúa, dans celle de Guaymas, dans les chantiers navals de Icacos, Ciudad del Carmen, Coatzacoalcos et Tampico. L'organisme paragouvernemental "Ports Libres Mexicains" a investi 5 autres millions dans les môles de Coatzacoalcos.

La Marine marchande compte actuellement 313.000 tonneaux, dont 282.000 pour la navigation de haute mer, le cabotage et la pêche côtière, et 31.000 pour la navigation intérieure. La flotte de pêche s'est augmentée de 138 unités.

Les 106 millions de kilos des produits de la pêche ont rapporté, en impôts et taxes, 22 millions de pesos, sans compter les droits d'exportation.

Le programme d'expansion maritime est en plein développement. Mais cet effort constructif du Gouvernement, qui embrasse des améliorations portuaires, des communications entre la côte et l'intérieur du pays, l'assainissement côtier et l'établissement d'industries maritimes, nécessite l'effort des entreprises privées pour l'accroissement de la marine marchande susceptible de transporter nos produits nécessaires

à la consommation normale et aux exportations que nous devons augmenter.

Les promotions de Chefs et d'Officiers ont été effectuées dans la Marine Nationale conformément à la Loi. Des distributions d'uniformes et d'équipements aux officiers, aux troupes et aux marins ont eu lieu.

Les services sanitaires ont été développés et les magasins d'articles de première nécessité vendus au prix de revient continuent à fonctionner. Les rations pour le personnel viennent d'être augmentées de 15 % en moyenne. Les élèves de l'Ecole Navale de Veracruz ont effectué sur le Pacifique leur croisière annuelle d'entraînement sur les frégates "California", "Tehuantepec" et "Papaloapan".

Santé et Assistance Publique.

232 millions de pesos sont actuellement investis dans le programme de Santé et d'Assistance Publique. Les services d'aide à l'enfance se développent et se perfectionnent afin de soustraire à la sous-alimentation, à l'incompréhension, à l'égoïsme, à l'abandon ou à l'irresponsabilité de ceux qui ont le devoir de les protéger, les jeunes existences. L'aide extraordinaire de la collectivité est indispensable pour que ces services publics se développent de plus en plus, et que le grave problème de l'Enfance malheureuse soit résolu.

L'Institut National pour le Bien-Etre de l'Enfance a été créé ; il groupe les efforts et des ressources économiques afin d'être en mesure de remplir des fonctions importantes, telles que la lutte contre la sous-alimentation et la poliomyélite. En ce qui concerne ce dernier fléau, des travaux préliminaires ont été effectués en vue de l'obtention du vaccin au Mexique.

Avec les ressources obtenues par l'Œuvre de la Protection à l'Enfance — dont l'effort mérite d'être encouragé — et grâce à l'aide du Secrétariat à la Santé, la distribution de 60.000 déjeuners scolaires quotidiens a pu être réalisée cette année contre 45.000 en 1954.

Sept Centres principaux de maternité, 43 Services auxiliaires et 15 Services de soins pédiatriques ont été créés.

Les campagnes nationales contre la tuberculose, le paludisme, l'oncocercose, les maladies vénériennes, le cancer, la lèpre, le typhus, le goitre endémique, la variole, la coqueluche, les parasitoses intestinales, la rage et le "Mal del Pinto" se sont poursuivies avec plus d'intensité et d'efficacité. 5.163.720 vaccinations ont été pratiquées. L'Institut d'Hygiène a produit des vaccins, des sérums et des antigènes distribués dans différents services pour une valeur commerciale de 11 millions de pesos.

Le programme de bien-être social rural s'est étendu à 103 centres qui comprennent 1.700.000 paysans et 304 communautés agricoles. En 1954, 49 centres seulement avaient fonctionné pour 410.000 paysans. Ces centres s'emploient à modifier les milieux ruraux, à améliorer leur hygiène, à développer leur économie et à transformer l'habitat rural.

Sur les 18.500.000 pesos investis dans les services médicaux ruraux, il est très satisfaisant de noter que les paysans — soit 1.700.000 bénéficiaires — ont contribué pour une somme de 10.200.000 pesos.

En juin dernier, le programme médical sanitaire et social a été inauguré pour les 40.000 cultivateurs et leurs familles de la zone de culture d'agaves du Yucatán.

Des services ruraux ont été établis à Pabellón, Etat d'Oaxaca ; Córdoba, Huatusco et Villa Cardel, Etat de Veracruz ; Cuautla, Etat de Morelos ; Apam, Etat de Hidalgo ; Atoyac, Iguala et Arcelia, Etat de Guerrero.

Les principaux hôpitaux de la ville de Mexico ont plus de 50 ans de service. Aussi, vu leur insuffisance, le Gouvernement a-t-il décidé de construire un centre médical de 1.850 lits qui réponde aux nécessités médicales modernes pour la population du District Fédéral.

Il comprendra 11 grandes unités, d'un coût total de 60.000.000 de pesos. 5 d'entre elles : Phtysiologie, Cancérologie, Gynécologie et Obstétrique, spécialités médico-chirurgicales et centre d'urgence sont en cours de construction. 7.000.000 de pesos ont déjà été dépensés. Le Centre médical sera achevé en 1958.

Par ailleurs, 13 hôpitaux avec un total de 1.197 lits ont été terminés à : Muzquiz, Etat de Coahuila ; Linares, Etat de Nuevo León ; Morelia, Coahuilana, Tanaquillo, Maravatío et Carapan, Etat de Michoacán ; Tonalá, Etat de Chiapas ; León, Etat de Guanajuato ; Campeche, Etat de Campeche ; Santiago Tuxtla, Etat de Veracruz ; Culiacán, Etat de Sinaloa et Huajapan de León, Etat d'Oaxaca. La construction de 10 centres de santé a été poursuivie à Durango, Hermosillo, Guadalajara, Ciudad Obregón, San Luis Potosí, León, Tampico, Ciudad del Carmen, Reynosa et Ciudad Juárez, ainsi que celle de 8 hôpitaux à La Mira, Etat de Michoacán ; Comitán, Etat de Chiapas ; Zimapán, Etat de Hidalgo ; Pantla, Etat de Veracruz ; Ciudad Valles, Etat de San Luis Potosí ; Sabinas Hidalgo, Etat de Nuevo León ; Tampico, Etat de Tamaulipas, pour la tuberculose ; et un hôpital régional à Mazatlán, Etat de Sinaloa. On a commencé la construction de 5 nouveaux hôpitaux à Jacala et Tenango de Doria, Etat de Hidalgo ; Escuinapa, Etat de Sinaloa ; Sabinas, Etat de Coahuila et San José de Iturbide, Etat de Guanajuato.

Les dispensaires antituberculeux de Minatitlán, Etat de Veracruz ; Navojoa, Etat de Sonora ; Culiacán et Los Mochis, Etat de Sinaloa ; les centres de Salubrité et d'Assistance d'Arriaga et Terán, Etat de Chiapas ; Jonuta, Etat de Tabasco ; Alamo et San Luis Río Colorado, Etat de Sonora, sont déjà en service. Le prix de revient de ces établissements atteint 13.000.000 de pesos, donnés par le Gouvernement Fédéral et ceux des Etats ainsi que par l'initiative privée. Avec tous ces dispensaires et établissements, le nombre des établissements hospitaliers des Services Coordonnés par le Gouvernement Fédéral et de ceux des Etats s'élève à 202 et leur entretien représente environ 21.000.000 de pesos par an.

1.139 services sont déjà installés dans les divers Etats de la République, parmi lesquels l'on distingue 120 Unités de santé et d'assistance publique, 43 maternités, 63 dispensaires antituberculeux et antivénéériens et 73 services d'hygiène et d'assistance à la mère et à l'enfant. Leur entretien avec l'aide économique des différents Etats représente 46 millions de pesos annuels.

Un plan de lutte contre le paludisme a été établi. Il coordonne les activités d'une des organisations filiales des Nations Unies, afin de débarrasser notre pays de ce fléau qui affecte les 3/4 de notre territoire. Ces régions où habitent 16 millions de personnes et qui possèdent des ressources naturelles très importantes, doivent être incorporées du point de vue sanitaire et sans aucun délai au programme du développement économique et social du Mexique. Cette campagne a commencé ses travaux préparatoires en instruisant du personnel, grâce à des enquêtes épidémiologiques, démographiques et économiques et à des conférences éducatives dans chacune des 14 zones du territoire atteint par l'endémie. Le coût total de cette campagne sera d'environ 250.000.000 de pesos, et sa durée d'au moins 4 ans. Le Mexique y participe pour 150.000.000 de pesos.

En mai dernier, la Huitième Assemblée mondiale de la Santé à laquelle assistaient 78 délégations de pays membres et où étaient présents 15 ministres de la Santé, s'est tenue dans cette capitale. L'organisation internationale tenait

pour la première fois ses assises sur le Continent Américain et c'est le Mexique qui eut l'honneur de présider l'Assemblée.

Sécurité Sociale.

La Sécurité sociale groupe actuellement 1.600.000 personnes, soit 100.000 de plus que l'année passée ; 70.000 sont des paysans. L'extension de la sécurité sociale aux Municipalités de Culiacán, Etat de Sinaloa ; Linares et Montemorelos, Etat de Nuevo León ; Texcoco, Ixtapaluca, Chalco, Tlalmanalco et Amecameca, Etat de Mexico ; San Matías Tlalancalca, Etat de Puebla ; Tepeapulco, Etat de Hidalgo, a atteint 85.000 personnes.

10 cliniques ont été agrandies à Sonora, Nuevo León et Mexico, et 20 autres dans des "ejidos" et colonies agricoles de Sonora. Aux 38 hôpitaux déjà existants, se sont ajoutés ceux de : Ciudad Obregón, Navojoa, Hermosillo et Guaymas. Dans la ville de Guadalajara, l'hôpital Ayala, de 232 lits, a été acheté pour 5 millions de pesos. "L'Hôpital de la Raza" a vu ses services agrandis et des travaux de réfection et d'achèvement pour une valeur de 8 millions de pesos y sont actuellement en cours. La construction de l'hôpital de Monterrey, où 3.500.000 pesos de travaux et d'équipement ont déjà été investis, se poursuit. Un hôpital de 200 lits qui, y compris la clinique et la Caisse régionale de Sécurité sociale, coûtera 10 millions de pesos, est également en construction dans la région industrielle d'Orizaba.

La politique de construction de logements pour les travailleurs se poursuit. L'Unité Narvarte de 492 appartements et locaux commerciaux a été mise en service. La dépense fut de 10 millions de pesos. L'année dernière, je vous avais communiqué que 1.100 maisons avaient été terminées sur les coteaux de Becerra. Actuellement 145 maisons familiales ont été construites et dans les six prochains mois 23 blocs d'habitation comprenant 932 appartements seront terminés. Leur prix de revient sera de 50 millions de pesos. Dans la région industrielle de Tlalnepantla on a commencé la construction de 1.000 maisons pouvant abriter chacune une famille : prix de revient 22 millions de pesos. Les trois blocs d'habitation qui contiennent 3.700 logements hébergeront 17.000 personnes.

20.500.000 pesos furent dépensés en soins médicaux et 13 millions de pesos en ordonnances médicales ont été servies. Le système "Médico-familial" a commencé à fonctionner dans le District Fédéral. Les revenus de l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale sont estimés à 413 millions de pesos — 76 millions de plus que l'année dernière — et les dépenses sont évaluées à 332.700.000 pesos, dont 219 millions 300.000 ont été destinés aux services médicaux, pharmaceutiques et aux frais d'hospitalisation. 77.100.000 pesos furent dépensés en frais administratifs — 18 % pour l'année en cours contre 21 % l'année dernière — et 36.300.000 pesos pour des subsides en espèces. Le reliquat, 80.300.000 pesos, servira à augmenter les réserves d'assurance et de prévoyance. Les prestations en espèces accordées à 200.000 personnes, tant en pensions, assistance, indemnités et dotations, ont augmenté de 6.300.000 pesos.

Le Mexique a participé à la réunion de la Conférence Interaméricaine de Sécurité sociale à Caracas, au Venezuela, au mois de mars dernier, et fut nommé Président du Comité permanent.

704 pensions ont été accordées ; ajoutées à celles existant déjà — 8.127 — elles forment un total de 8.831, ce qui détermine une dépense annuelle de 28.500.000 pesos.

La construction de logements pour fonctionnaires continue. Deux blocs de logements pour plusieurs familles

commencés l'année dernière ont été terminés dans la capitale : 72 appartements dans la rue de Colombie et 84 dans une partie de l'ex-Caserne de la Liberté. 245 autres appartements seront terminés en novembre prochain dans le reste de l'ancienne caserne. Dans la Colonie des Docteurs, 255 appartements sont en construction et seront achevés en 1956.

1.436 prêts hypothécaires individuels ont été accordés pour un total de 43.500.000 pesos, soit 16 millions de plus qu'en 1954. 14 millions de pesos ont été investis dans des édifices publics à Mexico, Jalapa, San Luis Potosí, Veracruz et Matamoros, et 700.000 pesos ont servi à l'entretien des Hôtels d'Acapulco, Mexico et Veracruz. Le montant du Fonds des pensions atteint 638 millions, soit une augmentation de 98 millions par rapport à septembre 1954.

La Sécurité sociale, la Direction des Pensions et les Banques Hypothécaires de l'Armée et de la Marine ont poursuivi le plan de construction afin d'augmenter le nombre des logements aussi bien dans la capitale que dans le reste de la République. 33.000 personnes y trouveront à se loger.

Le Gouvernement, certain que cette œuvre est d'une nécessité absolue pour la collectivité, appuiera largement et rapidement sa réalisation en coordonnant l'action publique et privée. La Banque Hypothécaire a déjà prêté son appui à quelques entreprises industrielles de différentes régions du pays pour la construction d'habitations ouvrières. Comme nous l'avons annoncé l'année dernière, l'Institut National de l'Habitat a été créé et entrera sous peu en fonctions.

Education Publique.

Notre Constitution fixe l'orientation démocratique et nationale de l'Ecole mexicaine en luttant pour un mode de vie en amélioration constante, tant sur le plan moral que culturel et économique, tout en maintenant nos traditions et nos concepts sur la liberté et le respect de la dignité humaine. L'Education primaire et secondaire ainsi que l'Enseignement supérieur s'étendent systématiquement à toute la Nation par la multiplication des écoles, par l'augmentation du Corps Enseignant et par la révision des programmes et des livres de texte.

Dans cette tâche fondamentale, la responsabilité qui incombe à nos professeurs ressort tout particulièrement. Ils doivent, avec une constance et un soin exemplaires, influencer les nouvelles générations pour la conquête du bien-être économique, social et culturel tout en conservant les principes de notre Ecole : la dignité, la justice, la solidarité et la liberté pour tous.

Le civisme — base de l'Education — doit instruire, exalter et stimuler les valeurs authentiques du pays, pour son plus grand épanouissement.

Le Gouvernement Fédéral destine 712 millions de pesos à l'Instruction Publique, soit 2 millions par jour. En mars, 1.063 chaires ont été créées pour les professeurs sortis en 1954 de l'Ecole Normale. Les traitements supplémentaires de 15.000 instituteurs ont été rajustés et la situation de l'Enseignement dans le District Fédéral a été régularisée à ses différents niveaux. L'Education pré-scolaire est donnée dans 1.188 jardins d'enfants. Parmi ceux-ci 611 sont fédéraux, 421 appartiennent aux différents Etats et 156 sont incorporés. L'inscription totale des élèves a été de 150.000, soit 34.000 de plus qu'en 1954.

Le Gouvernement a développé l'Ecole Primaire. 224 millions de pesos lui avaient été attribués en 1953-54 ; maintenant 331 millions y sont consacrés, soit 106 millions de plus. Le Corps Enseignant a augmenté de 4.481 instituteurs, ce qui porte le total à 54.000. Pour augmenter le nombre

des classes, 80 locaux occupés par diverses écoles ont été achetés pour une valeur de 40 millions de pesos dont le montant sera couvert en 10 ans. Cette année, 2.407.000 élèves ont été inscrits dans les Ecoles primaires. Cependant on calcule que l'instruction primaire fait encore défaut à près de 3.000.000 d'enfants. La coopération économique nationale est indispensable pour remédier à ce grave problème. Les parcelles agricoles scolaires ont produit 6.550.000 pesos. L'augmentation a été de 1.600.000 pesos en un an. Le Ministère de l'Education et le Département Agraire perfectionnent actuellement la situation juridique de ces parcelles agricoles scolaires.

L'Enseignement secondaire comprend 524 Ecoles (234 officielles et 290 assimilées), plus 123 établissements d'Enseignement divers. 106.600 élèves ont été inscrits cette année. 61 Ecoles Normales fonctionnent avec 2.130 professeurs et 22.635 élèves.

L'Institut Fédéral de Perfectionnement du Corps Enseignant achève la préparation de 6.852 instituteurs ruraux. D'une façon générale, un meilleur travail et une meilleure discipline ont été obtenus dans les Ecoles Normales.

L'Institut Polytechnique National instruit 24.000 élèves dans 31 institutions. L'amélioration de ses services d'enseignement qui produisent des techniciens et des ouvriers qualifiés requis par notre vie économique, est constante. Le budget de l'Institut est de 40 millions de pesos, soit 9 millions de plus que l'année dernière.

Les locaux de l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration, faisant partie du Centre d'Etudes Polytechniques seront terminés cette année. Dans le reste du pays 6 Centres technologiques régionaux sont en fonctionnement, 3 autres sont en construction : 1 à Celaya, 1 à Veracruz et 1 à Orizaba. Enfin, la création de 8 autres centres est décidée.

L'Institut National de la Jeunesse compte 66.000 adhérents, 42.000 de plus que l'année dernière. Cet organisme apporte son aide aux activités civiques, sportives, économiques et culturelles de la jeunesse, non obligatoirement scolaire, pour diriger l'orientation de leurs aspirations légitimes et développer leur sens des responsabilités.

Avec un budget de 16 millions de pesos, l'Institut National des Beaux-Arts a développé un programme d'expositions, de concerts, de conférences et de représentations théâtrales, qui s'est étendu aux Etats afin d'englober toute la nation dans son rayonnement.

Au mois de mars dernier, les II^e Jeux Sportifs Panaméricains eurent lieu à Mexico. A cette occasion on constata avec satisfaction le large esprit civique et sportif qui anime notre peuple : 100.000 personnes, en effet, assistèrent à l'inauguration des Jeux, dans un esprit enthousiaste et une discipline exemplaire.

Un budget de 42 millions de pesos a été destiné à l'Université nationale autonome de Mexico et 6 millions ont été accordés à titre d'aide aux Instituts de Culture supérieure des différents Etats. L'année dernière le Gouvernement Fédéral n'avait pu leur accorder que 2 millions. Désormais l'aide financière augmentera chaque année.

Le Comité de construction des Ecoles a utilisé 36 millions de pesos pour l'édification de 202 établissements scolaires comprenant 843 classes pour 49.000 élèves.

L'Auditorium national fonctionne depuis janvier, avec un investissement supplémentaire de 7 millions de pesos. Il fait partie de l'Unité artistique et culturelle du Bois de Chapultepec ; des théâtres — y compris celui pour enfants — fonctionneront cette année ainsi que l'Ecole d'Art dramatique.

La campagne nationale contre l'analphabétisme se pour-

suit sans cesse et tend à se développer de plus en plus. En 1953-54, 218.000 analphabètes ont été instruits et 304.000 en 1954-55.

Des 4.400.000 pesos consacrés à l'«alphabétisation», 1 million 800.000 pesos proviennent d'initiatives privées. Un Mexicain sur deux ne sait encore lire ni écrire.

73 Missions culturelles fonctionnent, dont 41 dans des milieux ruraux. Dans des zones à population indigène il y a 24 Centres de Coordination auxquels coopèrent l'Institut National Indigéniste et le Secrétariat de l'Education, afin d'améliorer le niveau de vie des indigènes.

Travail et Prévision Sociale.

Les relations entre les ouvriers et le patronat sont chaque jour plus satisfaisantes. Chacun, ouvrier et patron, participe dans la mesure du possible à l'amélioration de ces relations. Le Gouvernement Fédéral a fait tout le nécessaire et n'a pas épargné ses efforts pour arriver à un juste équilibre entre le capital et le travail. Le résultat de ces efforts a été très satisfaisant puisque les contrats collectifs des entreprises minières ont été révisés, ainsi que ceux du Textile — branches du coton et de la soie — des Transports, des Emetteurs de Radiodiffusion, de télévision, de distribution et de présentation de films, de production cinématographique, etc. Les résultats les meilleurs ont été obtenus sans que les ouvriers aient dû recourir à des grèves — bien que ce droit existe toujours et doive subsister, en tant que conquête authentique de l'émancipation de nos classes laborieuses et en exécution fidèle de ce que la Constitution prescrit.

Le Gouvernement stimule systématiquement la coopération mutuelle entre les travailleurs de toutes catégories et les chefs d'entreprise pour éviter une paralysation du travail qui — même momentanée — serait néfaste au pays, lequel demande, au contraire, un effort toujours plus grand afin que ne soient pas interrompus le développement et l'amélioration collectifs. Les chefs d'entreprises et les travailleurs sont convaincus que l'Etat, remplissant son devoir, qui est d'éviter des conflits en les prévenant, est le représentant de l'intérêt national, supérieur aux intérêts particuliers.

Le Syndicat des Travailleurs des Mines, des Métallurgistes et similaires de la République a obtenu la révision de tous ses contrats collectifs de travail et, par là-même, des prestations d'importance sur les salaires réels, puisque les entreprises ont accepté de procurer aux travailleurs les articles de première nécessité aux prix coûtants.

Afin que la Justice soit plus rapide et plus efficace, les Tribunaux fédéraux du Travail ont été réorganisés. On a obtenu ainsi la liquidation de nombreux procès et les affaires courantes actuelles se résolvent mieux et dans les délais fixés par la Loi.

Le Mexique a participé à la XXXVIII^e Réunion de l'Organisation Internationale du Travail à Genève, en Suisse, en juin dernier. Le Conseil d'Administration de cet Organisme a accepté l'invitation du Gouvernement du Mexique pour réaliser dans notre Capitale, à la fin de l'année, la Conférence Internationale des Coopératives. D'accord avec cette organisation, un Centre d'action a été établi au Mexique pour donner aux pays de l'Amérique Centrale et de la zone des Caraïbes l'aide technique qu'ils peuvent demander.

Economie Nationale.

Pour continuer à consolider notre économie — toujours croissante — notre pays demande encore un équilibre meilleur et plus coordonné entre la production agricole et l'industrie, qui assure l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs et des agriculteurs, le développement des marchés intérieurs et, par là-même, l'augmentation de la production exportable.

Dans mon Rapport antérieur, j'avais annoncé que la moyenne de l'accroissement du revenu réel du pays, qui avait été jusqu'en 1951 de 6,2 %, était descendue brusquement à 1,4 % en 1952 et fut négative en 1953, contrairement à l'augmentation de la population qui était et est presque de 3 % par an.

Arriver à relever l'économie nationale ainsi tombée fut le principal but du Gouvernement en 1953 et 1954. Pour ce faire, des mesures énergiques furent prises afin de stimuler les investissements privés, et le budget des dépenses publiques fut augmenté tant pour les travaux publics que pour les crédits agricoles. Les institutions nationales de crédit mirent à la disposition de l'agriculture 1.500 millions de pesos de fonds gouvernementaux.

Cette politique, qui fut appuyée vigoureusement et patriotiquement par tous les secteurs de la collectivité, a produit des résultats très satisfaisants. De septembre 1954 à août 1955, la récupération économique du pays est évidente. Les bonnes récoltes — résultat du plan de développement de la production agricole et résultat aussi de pluies abondantes — l'augmentation des investissements publics et privés, qui accrut la production industrielle ; la politique monétaire et d'octroi de crédits qui procura des ressources à l'agriculture, à l'industrie et aux services publics ; le meilleur pouvoir d'achat des consommateurs à la suite des meilleurs prix des produits agricoles et de l'augmentation des salaires dans les villes, sont tous des facteurs qui ont amené le développement de l'activité économique au cours des 12 derniers mois.

La production nationale qui, en 1954, valait 67.000 milliards de pesos, a augmenté réellement de 7 % sur celle de 1953, après le rajustement des prix. Ces faits, déjà vérifiés par des organisations internationales dont nous sommes membres, révèlent l'effort des Mexicains et doit être pour tous un motif de satisfaction et d'émulation. L'augmentation a été de plus du double de l'indice d'accroissement démographique, le rythme de développement économique atteint depuis la fin de la guerre, en 1945, étant ainsi largement retrouvé.

La production agricole a augmenté de 20 % par rapport à 1953. La production industrielle a également augmenté. Ainsi, la production d'énergie électrique s'est accrue de 10 %, celle des industries manufacturières de 9,8 %, celle de l'industrie pétrolière de 35 % pour les produits raffinés et de 15 % pour le pétrole brut. Les industries de construction (dans le District Fédéral) ont augmenté la valeur de leur production de 21 %, celle du ciment de 12 %, les industries minières — dans le premier trimestre de 1955 — de 27 % par rapport à la même période 1954. Les activités économiques du pays dans le premier semestre de cette année ont été de 10 % supérieures à celles atteintes en 1954.

Les investissements privés ont atteint des niveaux sans précédents grâce aux encouragements officiels parmi lesquels il faut signaler : La Loi sur les Sociétés d'Investissements ; le Consortium d'Assurance agricole ; les opérations du Fonds de Garantie et de Développement de la Petite et Moyenne Industrie ; le Fonds de Garantie pour l'Agriculture, l'Elevage et l'Aviculture ; la nouvelle loi pour le développement des industries nouvelles et nécessaires, et

L'exemption d'impôts sur le revenu aux entreprises agricoles, industrielles, d'élevage et de pêche qui réinvestissent leurs bénéfices.

L'évolution industrielle fut, de plus, soutenue par les investissements de fonds publics et de la "Nationale Financière" pour des projets industriels — non entrepris par des capitaux privés — ou pour développer les industries déjà existantes. Cette institution, dont le capital s'élevait au 30 juin dernier à 3.888.000.000 de pesos, avait des investissements et des crédits dans des entreprises industrielles pour 2.791.000.000 de pesos. Ses activités se sont particulièrement portées sur des industries de base et des services publics, telle la cokerie de Monclova — qui produira 60.000 tonnes mensuelles, ainsi que les usines des camions diesel et de wagons de chemin de fer, à Sahagún, Etat d'Hidalgo, qui fonctionnent déjà.

63.000 tonnes de papier-journal sont annuellement importées pour une valeur de 110 millions de pesos. Pour assurer l'approvisionnement d'un produit aussi important, le mettre à l'abri de toute contingence et nous libérer de cette constante fuite d'argent, le Gouvernement a donné son appui, par l'entremise de la "Nationale Financière", à l'installation de deux fabriques, l'une dans la région de Uruapan, Etat de Michoacán, et l'autre dans celle de Tuxtepec, Etat d'Oaxaca, qui couvriront les besoins de la presse mexicaine à des prix qui ne seront pas supérieurs à ceux des produits étrangers. La première sera une entreprise d'Etat et la seconde une entreprise mixte. Dans les deux cas on compte sur des crédits accordés par des institutions étrangères qui compléteront les apports de capital. L'intérêt national de ces projets est notoire si l'on considère que chaque fabrique coûtera approximativement 160 millions de pesos.

Le Fonds de Garantie pour la petite et Moyenne Industrie a réalisé des opérations portant sur 40 millions de pesos avec des entreprises d'alimentation et d'habillement principalement. Grâce aux Fonds de Garantie pour l'Agriculture, l'Elevage et l'Aviculture, le Gouvernement finance actuellement cette production nationale. Les crédits accordés par les Banques du pays à la date du 31 mai s'élevaient à 12 milliards de pesos, dont 79 % — 9 milliards — ont été destinés à la production, et le reste — 21 % — au commerce.

Monnaie et crédit.

La circulation monétaire — dépôts bancaires à vue et billets — a augmenté de 8 à 9 milliards de pesos (17 %). Etant donné l'augmentation de l'activité économique, l'augmentation des prix qui réclame de plus grands moyens de paiements, la moindre rapidité dans les dépôts et l'accroissement de la réserve d'or et de devises de la Banque du Mexique, l'augmentation de la circulation monétaire n'est pas excessive. Néanmoins, le Gouvernement continuera à neutraliser les effets de cette augmentation sur les prix et, à cet effet :

1° Il sollicitera immédiatement l'autorisation du Congrès pour frapper des monnaies d'argent de 5 et 10 pesos dont la valeur monétaire sera équivalente à leur valeur intrinsèque, afin de stimuler, par ce moyen séculaire, l'épargne nationale ;

2° Les excédents obtenus par le recouvrement d'impôts seront destinés à la réduction de la dette publique ;

3° Les réglementations existant depuis janvier pour l'encaisse bancaire, et d'après lesquelles les Banques de dépôts doivent remettre à la Banque du Mexique 75 % de l'augmentation de leur dépôt à vue dans la ville de Mexico et 50 % dans le reste du pays, seront maintenues. Un régime similaire sera appliqué aux dépôts d'épargne ;

4° La "Nationale Financière" et la Banque Nationale hypothécaire déposeront à la Banque du Mexique les produits de leurs placements de valeurs une fois couverts les programmes d'investissements approuvés ; et

5° Les Banques Nationales, conformément à la politique annoncée et établie depuis mai 1954, continueront à opérer avec leurs propres ressources, et la Banque du Mexique ne leur fera pas d'escompte.

Le budget de dépenses qui a été approuvé pour la présente année par la Chambre des Députés s'élève à 5.681 millions de pesos. Afin de faire face aux programmes urgents des travaux publics et des services, je soumettrai à l'approbation de la Chambre des Députés les augmentations nécessaires et, parmi elles, celle de la nouvelle échelle des traitements des fonctionnaires. L'échelle des rétributions des fonctionnaires en vigueur jusqu'à juin dernier datait de 1928 et n'était plus adaptée aux exigences de l'Administration. Elle distinguait 2.600 catégories comportant des différences insignifiantes allant jusqu'à 2 pesos par mois, ce qui provoquait de sérieux problèmes, supprimant tout esprit d'émulation des employés en vue de leur avancement. Elle confondait les fonctions, les quotas et les dénominations. C'est pour cette raison que la Fédération des Syndicats des Services publics a demandé en 1954 que l'on procède à une révision. Cette demande a été considérée justifiée, car elle intéresse plus de 250.000 serviteurs du pays. Plus de 1.300 catégories ont été supprimées, et la classification établie l'a été d'après la fonction, laissant place à l'émulation pour l'avancement. Nul n'a vu ses revenus diminuer et, dans l'immense majorité, les serviteurs de l'Etat, faiblement payés ont bénéficié de ces mesures. Le but essentiel fut d'ordonner et de systématiser et non pas d'augmenter les salaires. La révision faite se traduit par un dépense additionnelle de 110 millions de pesos chaque année.

La réserve monétaire qui atteignit au 30 août la somme de 305 millions de dollars — 169 millions de plus que l'année précédente — continuera à augmenter dans les mois à venir du fait principalement des exportations de coton et de café. Le crédit de stabilisation de 22 millions et demi de dollars, contracté envers le Fonds monétaire International a été entièrement couvert et les 75 millions de dollars de notre accord avec les Etats-Unis n'ont pas été utilisés.

Cette année, grâce à la normalisation de la vie économique et financière du pays, le Gouvernement — comme il se l'était proposé — a maintenu l'équilibre du budget sans réduire les dépenses publiques et a, de plus, résorbé le déficit de 450 millions de pesos de l'année passée. Ces résultats peuvent être attribués à l'augmentation de l'activité économique et à la meilleure administration des impôts. La recette de 1954, qui fut de 5.200 millions de pesos, sera dépassée dans l'exercice présent puisque, au 30 juin dernier, 3.500 millions de pesos étaient déjà entrés dans les caisses de l'Etat.

La Commission d'investissements qui, sous la direction personnelle du Chef du Pouvoir Exécutif, est chargée de coordonner les investissements publics en les hiérarchisant selon les nécessités sociales les plus urgentes et selon le rendement le plus immédiat et le meilleur, a été réorganisée.

Le projet de financement des investissements approuvés pour cette année, et qui s'élèvent au total à 3.631 millions de pesos, a été : apport du Budget du Gouvernement Fédéral, 1.251 millions (33 %) ; 789 millions (21 %) en provenance des établissements financiers du pays, autres que la Banque du Mexique ; 1.082 millions (32 %), rentrée normale des Entreprises d'Etat et des Organismes décentralisés ; 509 millions (14 %) de crédits étrangers accordés à ces Entreprises et Organismes. De ces investissements,

1.238 millions ont été consacrés aux chemins de fer, aux routes et aux ports (32,9 %), 832 millions à l'énergie électrique et à la production de combustible (22,1 %), et 594 millions aux travaux d'irrigation (15,8 %).

Des 300 millions de pesos autorisés par le Congrès de l'Union pour la remise des dettes municipales, 266 millions ont été accordés au bénéfice des plus importantes municipalités. Ceci les aidera à obtenir une plus grande efficacité de leurs services. Le Gouvernement Fédéral continuera à fortifier l'Economie Municipale.

Nous continuerons à utiliser le crédit extérieur avec toute l'ampleur nécessaire à notre développement, mais seulement — d'après nos principes — pour les investissements devant amener un bénéfice immédiat à la collectivité et tout en conservant notre souveraineté, notre dignité, la structure politique nationale et le genre de vie de notre pays. Le Congrès de l'Union nous a autorisé l'année dernière à contracter avec la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement des emprunts pour l'électrification, les communications, la production de fertilisants et les travaux portuaires, jusqu'à un montant de 90 millions de dollars. Jusqu'à présent, ces emprunts n'ont pas été réalisés.

En juin dernier, la dette publique s'élevait à 7.788 millions de pesos, dont 3.277 millions pour la dette intérieure, 1.857 millions pour la dette extérieure et 2.654 millions pour des obligations de la "Nationale Financière". Tous nos engagements nationaux et internationaux sont à jour. De janvier à juin dernier, la dette publique a diminué de 138 millions de pesos, ce qui fait que par rapport au revenu national elle a diminué de 13 % — au milieu de l'année 1954 — au 11,7 % à la moitié de l'année 1955.

Industrie et Commerce.

La décision du Gouvernement de maintenir à la portée des grandes masses les articles de base dans l'alimentation et l'habillement demeure inaltérable. La production de ces articles a augmenté grâce à l'encouragement gouvernemental. De son côté la Compagnie Exportatrice et Importatrice Mexicaine, S.A., continue à régler et à stabiliser les prix. La Loi du 4 janvier 1955 protège et développe les industries nouvelles et nécessaires. Les facilités accordées par le Gouvernement ont permis des investissements privés pour une valeur de 195 millions de pesos jusqu'à juin dernier dans la production d'articles tels que : tubes et câbles d'acier, pompes pour puits et moteurs électriques. Il est fondamental d'augmenter notre productivité afin d'atteindre le meilleur prix de revient à l'unité. Le Gouvernement a prêté son aide technique et économique au Centre industriel de Productivité qui fonctionne depuis mai 1955. Afin de porter à la connaissance du public les progrès croissants de différentes branches de l'industrie, les expositions de Ciudad Juárez et de Tijuana, celle du Livre et du Textile et celle du Vêtement, à Mexico, ont été organisées avec la collaboration de l'initiative privée. Nos produits ont également été exposés aux Foires de Paris et de Milan.

L'industrie de transformation se trouve dans des conditions très satisfaisantes. L'indice global de production a augmenté de 9,8 %. L'industrie textile marque une augmentation de 9,2 %, principalement pour les tissages de fil et tissus de coton ; l'industrie alimentaire 5 % ; celle de matériaux de construction 14 %, ainsi que celle du fer et de l'acier, du verre et du ciment ; celle des articles vestimentaires et sanitaires s'est élevée de 19 % et celles des articles de caoutchouc, papier et tabac ont également enregistré des augmentations.

Le Gouvernement est arrivé à créer une ambiance de tranquillité générale dans le pays afin que ses habi-

tants s'emploient librement au travail durable et rémunérateur. Dans cette ambiance, le commerce a réalisé et réalise actuellement son activité — ainsi du reste que les autres secteurs de notre économie — avec le maximum de facilités. Des pétitions ont été présentées au Gouvernement pour que ce dernier cesse de contrôler les prix de certains articles, mais le Gouvernement a répondu, et répond encore, qu'il le fera lorsqu'il aura la certitude que la production est assez abondante et qu'il n'y aura pas d'abus sur les prix de ces articles, car il ne cesse d'entendre les plaintes des secteurs à faible revenu au sujet des hauts prix de beaucoup d'articles de première nécessité pour le peuple et que l'on peut effectivement noter dans certains points de la République et principalement dans le District Fédéral.

Nous devons tous coopérer à cette lutte contre de tels abus. Nous sommes tous solidaires et nous avons tous une responsabilité commune, que ce soit le Gouvernement Fédéral, ceux des Etats, les autorités municipales, le commerce organisé et tout particulièrement les consommateurs, qui doivent avertir les autorités lorsqu'ils constatent ces abus, jusqu'à ce que les mesures soient prises pour les supprimer, ainsi que les sanctions nécessaires pour les punir.

La vigilance des prix est complémentaire de l'action réalisée pour attaquer ce problème dans ses causes primordiales qui sont : l'injuste répartition traditionnelle des revenus nationaux ; les gros bénéfices ; l'insuffisance de quelques secteurs de la production ; le manque dans certaines régions du pays de caves, frigorifiques et silos pour conserver et mobiliser opportunément le surplus de la production ; enfin, dans des proportions maxima, le lourd appareil mercantile, conséquence de méthodes anciennes et dépassées et du trop grand nombre des intermédiaires.

Les investissements de la Commission Fédérale d'Electricité ont été de 233 millions de pesos. 113.398 kW. ont été mis en service, soit 28 % de plus qu'en 1953-54. 310.957 kilovolts/ampères, soit trois fois plus qu'en 1953-54, ont été installés. De plus, il a été construit 1.098 kilomètres de lignes de transmission et il a été produit 2.303 millions de kWh., ce qui équivaut à 78 % de la production du reste des entreprises des services publics. Le courant électrique est distribué à 97 nouvelles localités rurales, comptant 250.000 habitants, qui en étaient privés jusqu'ici. Tout ceci représente un rythme de transmission cinq fois supérieur à celui de 1953-54.

L'énergie électrique produite et importée a atteint 6.883 millions de kW., soit 780 millions de plus que durant la période antérieure. La capacité de production électrique de la République est de 1.900.000 kW., c'est-à-dire 124.000 de plus que l'année dernière.

Par suite de l'étiage et par d'autres causes de moindre importance, des restrictions passagères ont dû être appliquées dans diverses grandes zones des Etats de Querétaro, Guanajuato, San Luis Potosí et Jalisco. Dans les trois premiers Etats, dès que l'usine d'El Cóbano commença à fonctionner, ces restrictions furent diminuées. On a pris toutes mesures nécessaires pour éviter que cette situation se reproduise l'année prochaine.

Dans l'Etat de Jalisco, 80 pompes mobiles ont été installées pour alimenter, grâce aux eaux de Chapala, les usines hydroélectriques. L'usine d'El Cóbano a commencé à envoyer à Guadalajara 8.000 kW., et au commencement de la saison des pluies, les usines hydroélectriques eurent suffisamment d'eau pour se passer des pompes mobiles. En plus de ces mesures exceptionnelles, la Commission de l'Electricité a commencé la construction de la ligne de transmission de Carapan à Ocotlán, pour transmettre mensuellement 12.500.000.000 de kWh. de l'usine d'El Cóbano à Guadalajara. Ces travaux représentent un investissement de 11 millions de pesos, du Gouvernement Fédéral, et de

5 millions apportés par les entreprises de Guadalajara. D'autre part, l'achat d'une usine thermique de 15.000 kW. a été décidé.

Etant donné que, environ, le 50 % de la population manque encore d'électricité, le Gouvernement accélère sa politique d'électrification. En plus des travaux de la Commission Fédérale, il continue à maintenir les avantages accordés aux entreprises privées, afin que celles-ci, compte tenu des intérêts nationaux et de ceux des consommateurs, amplifient leurs programmes de développement. Par ce double moyen nous obtiendrons l'électricité que réclame, à un rythme croissant, le progrès économique et industriel de la République.

Le pétrole.

L'industrie pétrolière nationale continue à augmenter ses travaux d'exploration, de forage et de production ainsi que l'étendue de ses installations pour satisfaire aux nécessités industrielles et agricoles du Mexique et nous procurer de plus en plus de devises étrangères.

Onze champs pétrolifères, producteurs de pétrole et gaz furent découverts dans les Etats de Nuevo León, Tamaulipas, Veracruz et Tabasco. L'on continue à explorer dans les Etats de Baja California, Campeche, Chihuahua, Coahuila et Chiapas. Les réserves du sous-sol atteignent actuellement 2.758 millions de barils, soit 331 millions de plus qu'au cours de la période antérieure.

354 puits furent forés pendant l'exercice 1954-55, soit 39 de plus que dans l'exercice précédent ; 262 sont déjà exploités. La production totale de pétrole fut de 91.400.000 barils. Si l'on compare cette production à celle de la période antérieure, on voit qu'elle a augmenté de 13.400.000 barils. La capacité moyenne de production a été de 250.400 barils par jour, qui satisfont les besoins nationaux et l'exportation.

L'exportation fut de 28.299.000 barils, en augmentation de 7.367.000 barils sur l'année dernière. La valeur de l'exportation totale pendant un an a été de 563 millions de pesos, soit 217 millions de plus que l'année précédente.

La production de gaz est très supérieure à la consommation du pays. Nous comptons donc sur un contingent très important pour l'exportation.

Les investissements de capitaux de "Petróleos Mexicanos" ont atteint 780 millions de pesos, soit 150 millions de plus que l'année dernière. 57 millions de pesos ont été investis dans les services médicaux et de prévision sociale, dans l'acquisition de matériel et équipements de protection pour les travailleurs et dans les services scolaires, soit 11 millions de plus qu'en 1954.

Les travaux les plus importants qui ont été terminés sont : l'usine de lubrifiants de Salamanca, qui produira tous les lubrifiants nécessaires pour la consommation du pays ; l'agrandissement des installations de Poza-Rica, qui améliore l'exploitation de ces gisements et l'utilisation totale du gaz ; le nouveau pipe-line de Poza-Rica à Mexico ; l'augmentation de production de la raffinerie de Azcapotzalco de 50.000 à 100.000 barils par jour, quantité suffisante pour l'approvisionnement du District Fédéral.

La ligne pour l'approvisionnement en gaz butane et propane liquéfiés de Poza-Rica à Azcapotzalco est presque terminée, ainsi que le pipe-line allant d'Angostura à Veracruz pour transporter les 20.000 barils produits quotidiennement dans cette nouvelle zone ; le pipe-line de Tampico à Monterrey ; et les nouvelles raffineries de Minatitlán et Reynosa. Les usines d'emménagement à Hermosillo, Los Mochis, Poza-Rica, Puebla et Tepic sont entrées en service, ainsi

que celles auxquelles aboutissent les pipe-lines, à Morelia et à Aguascalientes.

La flotte pétrolière s'est augmentée d'une importante unité, le *Miguel Hidalgo*, d'une capacité de 100.000 barils. Son prix de revient est de 13.500.000 pesos.

Le progrès constant de cette industrie est évident, et comme il constitue une des bases du progrès économique et social du pays, le Gouvernement, avec l'aide de tous et tout spécialement avec la collaboration des ouvriers du pétrole, doit arriver à une meilleure consolidation de cette industrie, et à son plus grand développement.

Les Mines.

Les chiffres de la production minière et métallurgique furent supérieurs à ceux de l'année 1953-54. Une période de récupération a commencé cette année avec l'amélioration des prix de l'argent, du cuivre, du mercure, du plomb et du zinc. La production la plus élevée fut celle du cuivre, du plomb, du cadmium et du zinc. Pour ce qui est de l'argent, le Mexique conserve la première place dans la production mondiale avec 1.600 tonnes. La valeur totale de la production minière et métallurgique a été de 3.514 millions de pesos, soit 900 millions de plus qu'en 1953-54.

On estime que les exploitations de soufre dans les mines de Veracruz peuvent produire cette année 500.000 tonnes. La production de charbon minéral est bien supérieure aux nécessités du marché intérieur.

Dans le cadre de l'aide apportée par le Gouvernement à l'industrie minière, notons la réduction des impôts depuis juin 1953 pour les moyennes et petites entreprises. De plus il a été accordé aux entreprises se trouvant en difficulté une aide financière, notamment à Naica, Etat de Chihuahua, à Nuestra Señora de Cosala, Etat de Sinaloa, et à Concepción del Oro et Sombrerete, Etat de Zacatecas, où se sont créées de nouvelles activités.

Le Gouvernement a également résolu des problèmes de grande portée sociale, notamment dans les mines d' "El Boleo", sises dans le Territoire Sud de la Basse Californie, et d'Angangueo, Etat de Michoacán. Dans les deux cas, les entreprises cessèrent toutes activités en affirmant qu'elles n'étaient pas rentables. Considérant la grave répercussion de ces faits, le Gouvernement — par l'entremise de la Commission du Développement Minier — organisa deux entreprises à participation de l'Etat, mais non pas à sa charge. Ces entreprises ont réussi à maintenir le travail à un rythme normal et ont même obtenu des bénéfices appréciables.

Dans les mines d' "El Boleo" le problème était particulièrement ardu, étant donné que les habitants de cette région, au nombre de 7.000 et dont la vie dépend de ces mines, avaient commencé à émigrer. Au cours de la première année, la nouvelle entreprise produisit 2.223 tonnes de cuivre.

Le cas d'Angangueo, Etat de Michoacán, fut également très délicat. L'entreprise arrêta le travail en déclarant que l'exploitation était à la fois non-rentable et dangereuse. Il y avait des précédents tragiques : l'incendie de la mine Dolores avait causé 25 morts. Le Gouvernement Fédéral prit l'affaire en main et avec l'aide efficace du Gouvernement de Michoacán, de celui de l'Etat de Mexico, des autorités municipales et de la collectivité locale tout entière, des secours furent organisés ainsi qu'une entreprise à participation de l'Etat, semblable à celle de Santa Rosalía. Cette entreprise est arrivée à faire vivre une population de 12.000 habitants et à donner des bénéfices.

L'Institut National pour les Recherches des Ressources Minérales a trouvé de nouvelles possibilités minières, particulièrement en fer. Les recherches effectuées à Las Truchas, Etat de Michoacán, presque terminées maintenant, ont localisé environ 70 millions de tonnes de minerai de fer.

Le titane est soumis aux dispositions légales ordinaires sur le minerai. Au cours de ces dernières années il a atteint une importance mondiale par suite de ses diverses applications. Jusqu'à présent il n'a pas été exploité au Mexique. L'exportation n'en sera pas autorisée jusqu'à tant que l'on ne connaisse l'importance de nos réserves. Actuellement nous l'importons pour nos besoins industriels. Il existe actuellement 15 concessions à Pluma Hidalgo, Etat d'Oaxaca, qui exploitent 2.300 hectares.

De 1942 à 1950 le Gouvernement accorda à trois entreprises des concessions pour l'exploitation des gisements de soufre sur une superficie de 13.000 hectares : la Gulf Sulphur de Mexico, à Jaltipan, Etat de Veracruz (9.400 hectares) ; la Compañía Azufrera de Veracruz, à Mezquitlan, Etat de Veracruz (3.000 hectares) et la Mexican Sulphur, à San Cristóbal, Etat de Veracruz (600 hectares). Au cours de cette période, la Commission de Développement Minier fit un contrat avec la Compagnie Exploratrice de l'Isthme pour l'exploration de 122.250 hectares, avec obligation pour elle de rendre finalement l'excédent des 6.000 hectares qu'elle pourra exploiter. Actuellement elle ne garde que 5.997 hectares. L'Etat a donc récupéré 116.253 hectares.

A partir de 1953, trois contrats ont été signés avec trois entreprises, à Veracruz et Tabasco, pour l'exploration d'une superficie totale de 68.602 hectares. Cette superficie a été réduite à 14.000 hectares, en ce qui concerne l'exploitation. Ces entreprises sont : "Exploradora Panamericana", à Minatitlán, Etat de Veracruz (4.200 hectares) ; "Central Minera, S.A.", à Sayula, Texistepec et Minatitlán, Etat de Veracruz (50.000 hectares) ; et "Azufres de México, S. de R.L." (14.402 hectares), à Texistepec, Etat de Veracruz, et Soconusco, Etat de Tabasco. Aucune concession n'a été accordée, mais seulement des contrats, pour l'exploitation du soufre.

La Loi de 1950 déclara "réserves minérales nationales" les gisements d'uranium, thorium et autres substances produisant des isotopes fissibles nécessaires à la production de l'énergie nucléaire, qui se trouveraient en terrains libres. La même Loi établit que ces réserves pourront être exploitées uniquement par la Commission de Développement Minier. Par conséquent, aucune concession n'a été accordée ni aucun contrat conclu pour l'exploitation de l'uranium ou des autres substances radioactives.

Les personnes qui posséderaient des concessions minières antérieures à la Loi de 1950, actuellement en vigueur, pour l'exploitation de métaux courants, et qui extrairaient de l'uranium ou autres substances radioactives, sont dans l'obligation absolue de les remettre à la Commission du Développement Minier.

Il est formellement interdit aux personnes qui auraient acquis postérieurement à la Loi de 1950 des concessions pour des minerais ordinaires d'exploiter l'uranium ou autres substances radioactives.

Au cours des séances de la session actuelle, deux projets de loi seront envoyés au Congrès de l'Union, l'un créant la Commission Nationale de l'Energie Nucléaire et l'autre établissant le Conseil Supérieur de Coordination des Ressources Naturelles non Récupérables.

Il est dans l'intention du Gouvernement que le premier de ces organismes soit composé d'hommes de science mexicains qui aident les Pouvoirs Publics dans la définition de la politique à suivre par notre pays en ce qui concerne la

prospection et l'exploitation des gisements de matières radioactives, et sur la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Quant au Conseil Supérieur de Coordination des Ressources non Récupérables, on désire que cet organisme suscite, coordonne et dirige les recherches en vue de dresser rapidement l'inventaire des minerais et substances énumérés dans l'article 27 de la Constitution, et qu'il soit aussi un organisme de consultation pour fixer et poursuivre la politique de prospection et d'exploitation de ces ressources. Initialement, il disposera, pour ses travaux, de 20 millions de pesos. Si, au cours des recherches il apparaît que l'intérêt national exige que certains minerais, en particulier ceux ayant de nouvelles utilisations, tels le titane, les feldspaths et autres, doivent être soumis à un régime spécial, comme l'uranium et le thorium, l'exploitation serait poursuivie par l'Etat, soit directement, soit sous contrats, pour la sauvegarde des intérêts et de la souveraineté de la Nation.

Les Chemins de Fer.

Les Chemins de Fer Nationaux ont continué la reconstruction du réseau, améliorant 419 kilomètres de voies avec des rails récupérés. Il a été acheté à l'étranger 8 locomotives Diesel d'une valeur de 12 millions de pesos amortissables en 10 ans. Il a été passé commande, à la Compagnie Nationale de Construction de Voitures de Ciudad Sahagún, Etat de Hidalgo, de 1.150 fourgons livrables en 1956, dont le prix de 126 millions de pesos sera payé en 9 ans.

La construction des Ateliers de San Luis Potosí et Tlalnepantla qui permettront, dans un an au plus, de multiplier par neuf les possibilités de réparation des locomotives Diesel, a été terminée. Pendant ce temps, 72 locomotives étaient envoyées aux Etats-Unis pour modernisation. Ont été terminés aussi : la rotonde, l'atelier amélioré, les voies d'opération, les bureaux et services de la gare de triage de la Vallée de Mexico, le dépôt des machines de Irapuato, la gare de Tonalá et le pont international entre les deux Laredos. Les sommes investies pour les voies, gares régulatrices, ateliers, énergie motrice et modernisation de locomotives se sont élevées à 334 millions. Le passif consolidé est de 673 millions de pesos, 213 de moins que celui de l'année dernière. Quant au passif flottant, il continue d'être couvert aux échéances. Grâce à cela, l'entreprise jouit d'un solide prestige financier et d'un vaste crédit dans le pays comme à l'étranger. Le volume des marchandises transportées en un an s'est accru de 7,5 % et celui des voyageurs de 17,5 %. Bien que les tarifs marchandises et voyageurs n'aient pas varié, les recettes ont augmenté de 11 %.

Le Gouvernement était sûr que la Régie des Chemins de Fer apporterait son aide patriotique et se montrerait solidaire des intérêts nationaux, pour résoudre le problème ardu de la rénovation du réseau et du matériel. Avec l'Entreprise furent convenues les mesures destinées à soutenir sa propre source de travail ; il fut convenu aussi de collaborer avec elle au bénéfice du patrimoine national que représentent les Chemins de fer, de réduire peu à peu le personnel en surnombre, d'éviter les incidents dans l'avenir et d'accorder les promotions pour capacité et mérite.

L'Entreprise a amélioré le régime des retraites. Elle a créé l'Institut d'entraînement et elle procure au personnel des produits de première nécessité au prix coûtant. On va, de plus, entreprendre à bref délai la construction de nouveaux hôpitaux, écoles et centres sportifs. Des encouragements et des récompenses seront accordés au personnel qui se sera distingué dans l'accomplissement de sa tâche. Le Gouvernement de la République espère que les travailleurs des chemins de fer continueront à répondre par leur sens de la responsabilité — malgré les incitations des

groupes opposés aux intérêts du Mexique — aux efforts faits par notre pays pour la reconstruction des chemins de fer.

La réfection des 35 premiers kilomètres de voie du Chemin de Fer Mexicain (de Mexico à Veracruz) y compris la pose de rail nouveau de 112 livres a été commencée ; l'investissement a été de 14.500.000 pesos.

Agriculture.

J'ai affirmé, les années précédentes, que l'un des problèmes les plus angoissants et urgents du Mexique était la cherté et l'insuffisant ravitaillement des produits indispensables à notre modeste niveau de vie. J'avais dit — à maintes reprises — que nous devions vaincre la rareté en augmentant la production et, d'autre part, que nous poursuivrions les efforts pour mettre ces articles à la portée du peuple. J'avais proposé, à cet effet, l'immédiate réalisation du programme d'accroissement de la production agricole.

J'ai indiqué, comme buts de cette production, les chiffres suivants : maïs : 4.500.000 tonnes ; blé : 1.200.000 tonnes ; haricots : 500.000 tonnes. En 1954-1955, on a produit 4 millions 500.000 tonnes de maïs. Le but est donc atteint. Quant au blé d'hiver, on n'a récolté que 820.000 tonnes (30.000 de moins que la saison précédente, à cause des gelées dans le Nord-Ouest). Mais, grâce à la récolte d'été du centre de la République, dans son ensemble, la production sera supérieure à celle de l'année précédente et, une fois encore, nous aurons suffisamment de blé. La récolte 1954-1955 de haricots s'est élevée à 400.000 tonnes, soit 100.000 tonnes de plus que la période antérieure. Notre consommation s'est trouvée largement satisfaite. Il faut maintenir cette production et l'augmenter proportionnellement à nos besoins et, si possible, accroître nos exportations.

Cet exposé prouve que le but principal du Gouvernement est, et demeurera, le développement et l'amélioration de la production agricole. Les différentes régions de la République, grâce à l'encouragement donné à l'ensemencement et l'appropriation des cultures, compte tenu du climat, du sol et de la productivité, se développent de façon intense et systématique.

Les ouvrages d'irrigation continuent à se multiplier, surtout les petits. Le crédit agricole est accordé plus largement et plus opportunément. L'emploi des équipements mécaniques se généralise et celui des semences améliorées s'intensifie. On lutte contre les fléaux et les maladies des plantes. Ainsi, et grâce aux procédés utilisés pour la conservation des sols et l'emploi toujours plus grand de fertilisants et d'engrais, les cultivateurs acquièrent une nouvelle conception du travail et du rendement.

En 1954-1955, les Banques Nationales de Crédit Agricole et du Crédit Communal accordèrent 878 millions de pesos, dont 321 millions pour frais d'entretien et d'exploitation, accordés par le Crédit Agricole, et 557 millions pour frais d'exploitation, d'entretien et droits attribués par le Crédit Communal. Sur ces 878 millions, 754 permirent l'exploitation de 1.772.000 hectares ; 90 furent consacrés à l'achat de 623 tracteurs équipés, de 171 moteurs, au défrichement de 21.800 hectares, et 34 au forage de 210 puits équipés et de petits ouvrages d'irrigation sur 17.250 hectares. L'agriculture a bénéficié de 36.000 hectares supplémentaires, grâce à la construction de digues et de barrages sur les fleuves, dont le montant s'élève à 10 millions de pesos. La Banque de Crédit Communal a investi, en outre, 48 millions de pesos : 30 pour le forage et l'équipement de 240 puits, 5 pour 123 tracteurs équipés et 13 pour des entrepôts.

Grâce à l'amélioration des conditions économiques des agriculteurs — augmentation de la production et des prix

garantis — les Banques de Crédit Communal et Agricole ont récupéré, au cours de la dernière saison, plus des 754 millions de pesos prêtés pour l'exploitation, parce qu'ils recouvrèrent 71 millions de dettes antérieures. La Banque de Crédit Communal possède, en espèces, 243 millions de pesos, et le Crédit Agricole 34 millions, destinés à l'achat des semences prévues par le plan. C'est ainsi que les membres de la communauté rurale et petits agriculteurs font face à leurs obligations et coopèrent au développement de l'économie nationale dans un effort de progrès et d'amélioration constants.

La production agricole a augmenté en ce qui concerne les produits de base pour l'alimentation du peuple et les produits d'exportation. Ces derniers ont atteint les chiffres maxima : le coton, 2 millions de balles — 300.000 de plus que l'année précédente. La valeur approximative de l'exportation est de 4.125 millions de pesos. Le café produisit 1.550.000 sacs de 60 kilos, soit 115.000 de plus. Le montant de son exportation fut de 1.400 millions de pesos.

Pour le sucre, on a atteint 910.000 tonnes, soit 40.000 de plus. La plus grosse partie de la production sucrière est réservée à la consommation du pays. On n'a exporté que 65.000 tonnes sur le marché mondial et 10.000 sur celui des Etats-Unis, et pour un total de 94 millions de pesos.

Les récoltes abondantes de maïs et de haricots ont permis l'exportation vers plusieurs pays de 68.000 tonnes de maïs et 8.000 tonnes de haricots, d'une valeur de 58 millions de pesos. La C.E.I.M.S.A. possède actuellement en magasin 580.900 tonnes de maïs et 70.000 de haricots pour assurer l'approvisionnement de notre peuple. Nous devons considérer le stock annuel de maïs comme une réserve nationale de la plus grande importance.

5.700 millions de pesos représentent l'exportation de produits de l'agriculture et de l'élevage.

Les organismes chargés de la sélection des céréales produisirent 5.400 tonnes de maïs hybride, 3.500 tonnes de haricots et 23.000 tonnes de blé. La Commission Nationale du Café a distribué gratuitement aux membres des Communautés agricoles 3.240.000 plants de café et 5.500 tonnes de semence. On distribue des cacaotiers à haut rendement et des arbustes à caoutchouc pour satisfaire plus rapidement notre consommation.

Nous importons encore du caoutchouc brut ou synthétique pour une valeur de 24 millions de pesos.

Avec la coopération des agriculteurs, on combat systématiquement les maladies et les ennemis des plantes. La sauterelle a été entièrement détruite dans les Etats de Veracruz et du Yucatán.

Le progrès agricole, l'utilisation maximum des terrains irrigués, l'augmentation des prix garantis et l'assurance agricole ont accru la production. Pendant cette période ont été mis en service 57 silos, dont le prix de revient s'élève à 25 millions de pesos, pour emmagasiner 300.000 tonnes de céréales.

La réalisation difficile du programme de colonisation intérieure s'est poursuivie, en triomphant de la résistance des paysans à s'éloigner non seulement de leur village natal, mais encore de leur région et même de leur Etat Fédéral. Durant cette période on a choisi pour colonisation 3 millions d'hectares ; 924 colonies agricoles fonctionnent, comprenant 5 millions d'hectares pour 52.000 colons.

Pour l'aide à l'élevage on multiplie les prairies artificielles, on améliore les pâturages, on contrôle les épizooties et l'on introduit progressivement les techniques de l'élevage. On a acquis 49 étalons de très grande valeur pour les 26 Centres d'Insémination Artificielle, dont les résultats s'améliorent sans cesse. Les éleveurs importèrent 6.500 têtes de bétail sélectionné pour le lait et la viande. Les éleveurs

de l'Etat de Sonora ont acquis, avec l'aval du Gouvernement, 100.000 têtes de bétail de boucherie.

On a appliqué au bétail 1.200.000 doses de vaccin contre la pyroplasmose. Grâce à des investissements privés, des crédits officiels et la répartition des étalons, on a réduit l'importation de matières grasses de 64 millions de pesos à 25 seulement.

On distribue mensuellement 100.000 poussins pour l'élevage au prix de 50 centavos. Nous avons promis, l'année dernière, d'en distribuer 2 millions par an. On est en train de construire 20 installations pilotes pour l'élevage mensuel de 30.000 poussins chacune. Les paysans sont guidés en ce qui concerne la construction des poulaillers, la surveillance des épizooties, l'alimentation et la manipulation des volailles. L'année dernière on a importé 195 millions d'œufs — 21 de moins qu'en 1953 — pour une valeur de 55 millions de pesos ; et cette année on n'a importé que 32 millions pour une valeur de 10 millions de pesos — 45 millions de moins que l'an passé. Le programme de développement avicole est réalisé par le peuple mexicain — comme on l'espérait — avec un enthousiasme accru et avec efficacité. Il faut encourager son activité pour permettre à la Nation de produire la volaille et ses dérivés nécessaires à sa consommation.

Au mois de janvier dernier, la frontière du Nord resta ouverte au libre trafic de notre bétail, du fait que la fièvre aphteuse avait disparu en 1954. La valeur approximative de l'exportation fut de 380 millions de pesos.

Quant au bétail ovin, des particuliers importent des troupeaux grâce à des crédits à long terme, avec l'aval du Gouvernement, afin de produire la laine qu'utilise le Mexique. On en importa, l'année dernière, 6.000 tonnes d'une valeur de 128 millions de pesos.

Les travaux pour la conservation des sols et des eaux sont liés à la restauration et à la conservation des bois détruits par l'exploitation irrationnelle remontant à plusieurs siècles. Etant donné la structure montagneuse de notre pays, ces travaux sont indispensables, car ils évitent l'érosion sur les terres dépourvues de végétation et préservent les ressources aquifères. La protection s'obtient principalement grâce aux forêts de conifères sur les hauteurs qui alimentent les bassins hydrographiques et les nappes d'eau souterraines.

On a planté 11 millions d'arbres d'essences forestières et 1.500.000 arbres fruitiers pour les vergers des paysans. Dans 63 pépinières nous avons déjà 56 millions d'arbres pour la distribution gratuite. 19 exploitations forestières embrassant 100.703 hectares et produisant 226.609 mètres cubes de grumes furent supprimées. Ceux qui contrevinrent aux dispositions en vigueur furent l'objet de fortes amendes.

Les richesses forestières font partie du patrimoine national. Grâce à la politique rigoureuse de protection que nous poursuivons, les industries de la cellulose, de la pâte à papier, du papier, de traverses de voies et de la construction pourront être approvisionnées. L'on évitera ainsi l'importation de bois qui a lieu actuellement.

L'exploitation des essences tropicales, en voie de se substituer à celles des conifères, a donné 5 millions de traverses. Dans les régions arides du Nord, on a organisé, pour le mieux-être des cultivateurs, la production de cire de "candelilla" ; on a déjà obtenu 1.900.000 kilos de cire, d'une valeur de 9 millions de pesos, au profit de 5.000 membres de communautés agricoles.

Depuis 1938, c'était la Société "Producteurs d'Agaves du Yucatán" qui exploitait l'industrie du sisal. Le Gouvernement Fédéral suggéra qu'il serait normal que les membres des communautés agricoles gèrent eux-mêmes leur propre patrimoine — leur terre — selon les termes et dispositions de nos lois agraires. La législation locale ayant abrogé le

décret qui avait créé cette Société, la Banque de Crédit Communal fut tenue de procéder à l'organisation des Sociétés de crédit et de subventionner directement les communautés agricoles.

Même si le changement d'un système en vigueur depuis de nombreuses années a créé des problèmes complexes, l'amélioration du sort des communautés agricoles et des petits agriculteurs du Yucatán est évidente. Le nouveau système est entré en application il y a trois mois. Depuis lors, le prix du kilo de fibre d'agave s'est élevé de 30 centavos, alors qu'il valait 1 peso 60 centavos. Cette différence équivaut à 27 millions de pesos par an. Les exactions ont disparu, et les producteurs peuvent vendre et recevoir librement le produit de leur travail. Le Gouvernement Fédéral est sûr que le peuple et les autorités locales poursuivront leur collaboration pour améliorer l'économie du Yucatán et, par conséquent, de l'économie nationale.

L'avenir du Mexique dépend de la façon dont nous saurons accroître et utiliser nos richesses forestières. J'exhorte donc mes compatriotes à coopérer à la conservation et au reboisement de nos forêts. Les agriculteurs et les bénéficiaires des communautés agricoles ont contracté envers la patrie de grandes responsabilités. Chaque arbre planté et cultivé est une tranchée de plus que l'on gagne sur l'appauvrissement du pays et sur la progression du désert. Il contribue à augmenter la richesse nationale.

Le Conseil de l'Aide et Coordination de la Production Nationale, organisme consultatif auprès du Gouvernement, qui groupe les représentants des divers secteurs intervenant dans les activités économiques du pays, a étudié et proposé des mesures concrètes pour l'accroissement de la production nationale et l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie.

Problèmes agraires.

La Réforme agraire a contribué efficacement à la création du Mexique nouveau. La restitution des terres aux paysans qui en avaient été dépouillés et la redistribution de la propriété rurale ont permis, à la fois, la technicisation de l'agriculture et l'élévation du niveau de vie rural. Notre Droit Agraire crée des hommes ayant de nouvelles conceptions et de nouvelles possibilités dans la communauté agricole ou la petite propriété. Grâce à l'utilisation de semences sélectionnées, l'application des engrais et des insecticides, la construction de puits et de nouveaux ouvrages d'irrigation, la culture extensive cède la place à la culture intensive. En même temps que les crédits augmentent, les terres sont amendées et fertilisées, l'éducation et l'hygiène rurales se développent ; l'élevage et l'aviculture progressent.

Parallèlement à l'expansion de l'agriculture — et en grande partie grâce à l'amélioration du pouvoir d'achat de la classe rurale — le Mexique transforme et renforce sa structure économique.

266 résolutions définitives de restitution, dotation ou augmentation des terres communales, d'une superficie totale de 748.732 hectares, au bénéfice de 15.554 paysans furent adoptées. On exécuta 304 résolutions de restitution, dotation ou augmentation de terres communales en faveur de 17.113 bénéficiaires du Droit agraire, en comportant remise d'une superficie totale de 546.147 hectares. On a achevé, en outre, la délimitation de 416 communautés rurales dans de nombreux centres de population où la démarcation réelle des terres accordées antérieurement n'avait pas été faite, et pour une superficie totale de 704.946 hectares.

33 résolutions ont été prises pour entérination de terrains communaux d'une superficie de 396.944 hectares ; 31 résolutions présidentielles de cette nature ont été exécutées pour une superficie de 217.334 hectares et, d'autre part, on a déli-

mité des terrains communaux correspondant à 105 centres de population, sur une superficie de 876.655 hectares.

En ce qui concerne le problème de l'eau, 32 résolutions présidentielles ont été autorisées, accordant un volume total de 107.470.037 mètres cubes pour irrigation de 6.752 hectares, et 152 arrêtés d'accession fixant la quantité d'eau correspondant à des concessions de terrains irrigués, d'un volume total de 241.047.793 mètres cubes destinés à l'irrigation de 25.673 hectares de terrains communaux ; 52 résolutions présidentielles ont été exécutées et 135 arrêtés d'accession ont été pris pour un volume total de 339 millions 103.920 mètres cubes, pour l'irrigation de 32.427 hectares de terrains communaux.

Pour ce qui est de la petite propriété, on a délivré 15.056 certificats de non-réquisition de terres, portant sur une superficie de 120.216 hectares ; 46 arrêtés, à titre définitif, de non-réquisition de terres de pâturage ont été signés ; ils portent sur une superficie totale de 98.686 hectares, avec 13.023 têtes de gros bétail et 3.739 têtes de petit bétail. 20.954 certificats de droits agraires et 1.678 titres de lottissement ont été délivrés au nombre correspondant de bénéficiaires de biens communaux pour légaliser leur situation devant le code agraire. 31 lotissements communaux ont été pratiqués sur une superficie de 14.378 hectares cultivables représentant : 560 parcelles irrigables, 482 non irriguées et 993 mixtes.

On a promulgué 11 résolutions de transfert représentant 5.026 hectares, dont la plupart entérinent des situations de fait créées par des empiètements de bénéficiaires communaux mitoyens, et 57 décrets d'expropriation en faveur de dépendances gouvernementales et d'organismes décentralisés qui embrassent 8.367 hectares. Ces décrets légalisent des occupations de terre réalisées antérieurement.

Il faut ajouter que 180 concessions provisoires de terres ont été octroyées en application d'autant de décisions des Gouverneurs des Etats, pour une superficie de 354.806 hectares, et 31 concessions provisoires d'eau, d'un volume total de 53.779.141 mètres cubes, pour l'irrigation de 3.912 hectares.

En matière de législation et de nouvelles réglementations, indispensables au développement économique et social de la Réforme agraire, on peut citer : le règlement de l'article 167 du Code agraire, en date du 8 décembre 1954, qui fixe les nouvelles extensions des parcelles non inférieures à 10 hectares irrigués, afin que dans les terrains en surplus on puisse installer un plus grand nombre de paysans dont les droits ont été sauvegardés. Dans les nouvelles adjudications de parcelles, la préférence est donnée aux paysans fils de bénéficiaires de biens communaux, s'ils s'établissent dans le village et s'ils ont atteint l'âge réglementaire. Par décret du 18 octobre 1954, les plantations de quinquina se trouvant sur les domaines Guatimoc et Las Nubes ont été mises à la disposition de la Campagne nationale contre le paludisme, afin de propager, augmenter la production et industrialiser le quinquina et notre flore médicinale. Le règlement des articles 118 et 119 du Code agraire détermine la forme selon laquelle sera réuni et réparti le jeune bétail que les propriétaires de domaines protégés par des inaliénabilités des terres de pâturage sont tenus de remettre aux paysans des communautés environnantes.

Le redressement économique.

Ce qui précède prouve que l'on a réussi à réorganiser l'économie du Mexique.

La Nation a atteint les niveaux les plus élevés dans l'histoire de son activité économique. Ceci est reconnu par tous.

Tant dans l'agriculture que dans l'industrie, la confiance

et l'optimisme règnent. D'ores et déjà, nous autres, Mexicains, sommes convaincus que par un travail acharné et enthousiaste nous édifions un Mexique vigoureux et plus sûr de lui-même.

Malgré sa satisfaction, la grave préoccupation du Gouvernement demeure l'amélioration économique qui n'atteint pas encore de nombreux groupes sociaux. La pauvreté, l'ignorance et l'insalubrité accablent beaucoup de nos compatriotes et créent d'innombrables problèmes douloureux que notre devoir est d'affronter et de résoudre au moins partiellement, car nous savons que ce n'est pas nous qui pourrions achever cette tâche.

Il faut surmonter ces obstacles pour augmenter le rendement individuel et obtenir, en fait, une amélioration réelle du revenu des classes populaires. Les dirigeants des entreprises privées ne doivent pas oublier que l'amélioration économique du pays — que nous devons encore accroître — dépend surtout du pouvoir d'achat de la majorité. Toutefois, si les prix de revient ne peuvent manquer de refléter les augmentations sur les prix de revient, une vaste marge permet — les taux des bénéfices étant élevés au Mexique — d'absorber une partie de ces augmentations et de profiter de l'amélioration des affaires en distribuant des quantités de plus en plus importantes en biens et en services.

Aux secteurs qui reçoivent les plus grands bénéfices dans la distribution du revenu national incombe essentiellement la responsabilité d'améliorer leurs entreprises, de faire des investissements profitables à la collectivité et de donner du travail aux nombreux jeunes gens qui, chaque année, viennent grossir les rangs compacts des forces nationales du travail. Ainsi les chefs d'entreprises du Mexique pourront à la fois assurer le développement de leurs affaires et élever le niveau de vie des Mexicains.

Travaux hydrauliques.

L'un des buts les plus marquants des gouvernements de la Révolution est la construction d'ouvrages qui permettent l'accroissement des surfaces cultivables et la garantie de la production, en la libérant du caractère aléatoire des cultures saisonnières. Celles-ci, en effet, sont soumises aux sécheresses dévastatrices — comme celle de 1952-53 — ou aux inondations destructrices — comme celles de l'an passé dans le Nord.

Etant donné que 90 % de la surface cultivable nécessite de tels travaux, le Gouvernement Fédéral, par des budgets de plus en plus élevés, ne cesse de les poursuivre, surtout les ouvrages mineurs, car les ressources du Mexique sont limitées et il doit veiller à les employer au mieux pour la bonne utilisation des eaux.

Ce problème complexe demande une coordination efficace — règle absolue du Gouvernement — entre les Secrétariats des Ressources hydrauliques, de l'Agriculture et des Communications et le Département agraire.

L'investissement actuel en travaux hydrauliques est de 636 millions de pesos, dont 239 sont fournis par le Budget fédéral et 285 par financements, 39 par la coopération des gouvernements des Etats et 73 par les bénéficiaires. De ce total, il faut déduire 156 millions de dettes contractées en 1953 et 1954.

Au cours de l'exercice actuel, 280.000 hectares ont été irrigués, qui ne l'étaient pas auparavant, soit 76.000 de plus que l'an passé.

Dans 15 Etats, 21 ouvrages de grande irrigation sont en cours d'exécution ; il y en a 4 de terminés. L'investissement est de 160 millions de pesos. Les plus remarquables sont : le barrage Mocúzari, dans l'Etat de Sonora ; les ouvrages

du Río Colorado, en Basse-Californie ; ceux du Bravo inférieur, dans l'Etat de Tamaulipas ; ceux de La Antigua, dans l'Etat de Veracruz ; ceux du Río de la Saucedá, dans l'Etat de Durango ; et le barrage de Tacotán, dans l'Etat de Jalisco.

Dans l'ensemble du pays s'effectuent 208 ouvrages de petite irrigation pour un investissement de 36 millions de pesos. 64 ont été achevés. En outre, sur 273 forages de puits, 184 sont d'ores et déjà terminés.

Les Commissions pour le développement intégral des bassins hydrologiques les plus importants du pays investissent actuellement 273 millions de pesos. Celle de El Fuerte, avec 123 millions, a construit le Barrage Miguel Hidalgo et une partie des canaux qui, avant la fin de l'année, irrigueront 100.000 hectares sur les 230.000 que comporte le projet ; dans le Papaloapan on a investi 87 millions pour le barrage Président Alemán et la route Tinapas-Tlacotalpan, tous deux terminés, et dans les travaux d'endiguement de la partie principale du cours du fleuve. A la fin de l'année fonctionneront le système d'irrigation du Río Blanco et le premier dispositif d'irrigation alimenté par les eaux du Río Tonto.

La Commission du Tepalcatepec est en train d'investir 23 millions de pesos, répartis en ouvrages d'irrigation, approvisionnement en eau potable et en constructions de routes et d'écoles. La Commission du Grijalva investit 10 millions dans des travaux de protection contre les inondations, de drainage des eaux pluviales, de routes d'intercommunication et d'ouvrages d'irrigation supplémentaires dans deux régions : Chontalpa et Balancán. La Commission de la Vallée de Mexico, 17 millions ; celle de Lerma — Chapala — Santiago, 9 millions ; la Commission locale de Zacatecas, 3 millions et la Commission interministérielle du Yaqui, 1 million.

La manœuvre et l'entretien des barrages et des systèmes d'irrigation en service exigent une dépense annuelle de 71 millions de pesos.

Nous affrontons également un autre problème capital : le manque d'eau dans le bassin du Lerma et par suite, le faible niveau du lac de Chapala. La situation critique du bassin et du lac est due au manque d'écoulement, au déboisement, à la consommation sans cesse croissante dans le bassin et dans le lac, et à l'absence prolongée de pluies ces dernières années. Les assemblées tenues au Mexique par les divers secteurs intéressés et les autorités, ont conclu qu'il convenait d'envisager le problème sous deux aspects : le premier visant les solutions immédiates : la construction du Canal Maltaraña-Lac de Chapala, pour lequel on investit 6 millions de pesos ; le second, moins urgent, pour lequel, du point de vue général, on doit entreprendre les ouvrages de la Zurda, sur le Río Verde. Pour celui-ci, on procède aux travaux préliminaires exigés par l'étude du projet, afin de construire, si on le juge nécessaire, le barrage de la Zurda et les canaux de conduite nécessaires. On prévoit un investissement de 200 millions de pesos. Ce problème est lié au manque d'énergie dans cette région, ainsi qu'il a déjà été exposé en détail dans le chapitre concernant l'électricité.

Dans 76 localités comprenant 247.575 habitants on a installé l'eau potable ; on l'installe dans 27 autres, dont la population est de 1.200.000 habitants. Dans 25 localités (470.000 habitants), on construit des égouts. Le montant de ces divers travaux est de 96 millions de pesos.

Les pluies ont été abondantes et les fleuves ont accru leur débit ; dans certains cas, des inondations de peu d'importance se sont produites. La réserve des barrages augmente et quelques uns ont commencé à déborder. Si la situation actuelle des pluies se prolonge pendant le mois de septembre, on peut prévoir que les barrages atteindront à la fin de l'année 9.000 millions de mètres cubes, volume qui

dépasse considérablement les 8.000 millions dont on a disposé pour le cycle actuel.

Communications.

Nous sommes chaque jour plus convaincus qu'il nous faut multiplier le plus rapidement possible les routes nationales car leur influence immédiate est évidente sur notre vie sociale, culturelle et économique.

Mais comme il est impossible de ne construire que d'excellentes routes, vu leur coût élevé, et qu'il faut surtout en augmenter le nombre, il a été décidé, depuis 1955, que la plupart seraient réalisées selon des caractéristiques minima, mais praticables toute l'année car elles doivent contribuer au progrès général, en particulier dans les régions rurales, en facilitant leur accès immédiat à des localités plus importantes. La qualité s'améliorera peu à peu. Ce qui ne souffre pas de délais, c'est la rapidité des communications. Cela, évidemment, sans cesser de construire et d'entretenir les grandes routes de trafic intense. Nous avons déjà 15.225 kilomètres de routes de première catégorie, 12.189 kilomètres de deuxième catégorie et 5.887 de chemins vicinaux.

L'amélioration des conditions de vie des grands centres de population et la nécessité de relier entre elles, géographiquement et spirituellement, toutes les parties du pays, exigent la plus grande attention du Pouvoir Exécutif sur nos communications. En surmontant les conditions orographiques et hydrographiques propres à notre territoire, le Gouvernement poursuit intensément sa politique routière.

La Fédération a investi 298 millions de pesos exclusivement dans les routes, dont 134 dans l'axe central Nuevo Laredo-Salttillo-Querétaro-México, sur lequel on a déjà ouvert au trafic le tronçon Saltillo-Huizache de 341 kilomètres ; dans le circuit du Golfe du Mexique et de la mer Caraïbe, dans les tronçons Matamoros-Victoria-Tampico-Tuxpan, Catemaco-Coatzacoalcos-Villahermosa, Pital-Champotón et Valladolid-Puerto Juárez, 73 millions de pesos ; dans l'axe côtier du Pacifique Nogales-México, dont le revêtement est achevé, 13 millions ; on continue le tronçon Sonnoita-Santa Ana.

Dans la réfection totale de la grand-route Matamoros-Reynosa (Etat de Tamaulipas) et le tronçon El Salto (Etat de Durango)-Villa Unión (Etat de Sinaloa), 13 millions ; dans celle de Jiquilpan-Manzanillo, 5 millions ; dans la route "Transísmica", 8 millions, et dans celle de Mexico-Acapulco, 52 millions.

En coopération avec les Etats, on construit 70 routes avec un investissement de 136 millions de pesos. Le Gouvernement Fédéral fournit 76 millions et les Etats 60. On a investi 44 millions dans 63 ponts. Dans l'entretien et la réfection des routes fédérales, 93 millions. On construit 125 chemins vicinaux — 28 sont déjà terminés — grâce à un investissement de 90 millions de pesos fournis par la Fédération, les Etats, des institutions privés et des particuliers. 660 millions de pesos ont été investis dans des routes de toutes catégories.

Dans la reconstruction et installation des chemins de fer à la charge du Ministère des Communications ont été investis, au total, 313 millions de pesos ainsi répartis : pour la reconstruction du Chemin de Fer du Pacifique, 163 millions, dont 116 correspondent au financement de la Banque de Reconstruction et de Développement et 47 au Budget ; dans l'installation et la reconstruction des lignes du Sud-Est et Sonora-Basse-Californie, 89 millions, à la charge du Budget ; dans la construction des lignes de Durango-Mazatlán, 21 millions ; de Chihuahua au Pacifique, 20 millions ; de Campeche à Mérida, 14 ; et de Tuxpan-Guadalupe, 61 millions, dont 37 du Budget et 24 de financements.

Les services publics des Postes, des télécommunications, du transit fédéral et de l'aviation ont été développés et améliorés ; le Sud-Est a été relié par ligne directe.

13.500.000 pesos ont été investis dans différents Etats, en réparations d'aéroports fédéraux, entrepôts et bureaux des postes et télégraphes. On a investi 16 millions de pesos, fournis par la Fédération, les Etats, les Municipalités et des particuliers, dans la construction de 21 aéroports municipaux — dont 13 sont terminés — et dans la liaison télégraphique et téléphonique de 148 localités dont 95 ont été incorporées dans le réseau national.

Le Secrétariat des Biens Nationaux a examiné et revu avec le plus grand soin, 3.297 contrats de travaux s'élevant à 1.349.514.000 pesos, concernant les dépendances gouvernementales et les organismes décentralisés, leurs commandes et l'investissement des subsides accordés par le Gouvernement Fédéral. Ce travail a représenté une économie de 44 millions de pesos.

Dans l'entretien et la gestion des biens nationaux on respecte la règle toujours en vigueur de ne les aliéner que si l'aliénation s'avère d'une utilité collective notoire, et cela à titre exceptionnel. Divers immeubles ont été ainsi attribués au bénéfice des Etats ou des Municipalités.

3.600.000 pesos ont été dépensés pour la réparation et la transformation de 20 bâtiments. Les 44 Conseils fédéraux pour les Travaux Urbains sont en train d'investir 69 millions de pesos, soit 12 de plus que l'an passé, dans nos ports et villes-frontières, en travaux et services publics.

Tel est le tableau dans lequel je me suis efforcé d'inscrire objectivement et de la façon la plus impartiale les écueils, les efforts, les vicissitudes et les succès. Il serait inexcusable de mettre en relief les événements favorables et de cacher ceux qui nous furent contraires, donnant ainsi à un rapport l'accent d'un bulletin de victoire. Cependant, il est indéniable que, en dépit de tous les obstacles, le pays poursuit sa marche ascendante.

La persévérance dans le travail a contribué à renforcer la confiance que nos compatriotes ont en eux-mêmes. De partout, nous arrivent des témoignages d'encouragement exprimant la conviction générale que la voie que nous nous sommes tracée est bien celle du travail inlassable et fécond. A la succession des générations, des événements et des problèmes, il nous faudra répondre en luttant pour une existence meilleure. Or, cette existence, nous ne pouvons la concevoir sans la jouissance des valeurs spirituelles et sans un minimum de bien-être matériel. Le chemin qui nous reste à parcourir est encore bien long. Mais notre destin c'est de le parcourir. Et nous ne serions pas des Mexicains — alors que nous sommes fiers de l'être — si nous nous laissions intimider en cours de route, soit par la crainte de ne pas atteindre les buts immédiats, soit par l'inquiétude de ne pas être en mesure de poursuivre ceux, plus éloignés, que la prospérité nationale proposera de plus en plus à notre effort.

La Révolution mexicaine — la première de ce siècle — qui a trouvé sa voie matérielle il y a juste trente ans, a transformé la structure sociale et économique de la République. Une patrie nouvelle assoiffée de progrès et devant laquelle s'ouvrent les plus grandes perspectives ; un peuple jeune en idées et en âge ; un potentiel économique qui commence à être techniquement exploité ; un territoire de 2 millions de kilomètres carrés et qui compte 30 millions d'habitants — 15 seulement par kilomètre carré. Pour la première fois depuis 1951, les rentrées nationales ont marqué un pourcentage de développement plus grand que celui de l'accroissement de notre population. La balance des paiements commence à nous être favorable. Notre crédit est plus

ferme et plus sûr. Notre réserve monétaire a augmenté. Nous avons maintenu — et nous espérons pouvoir maintenir indéfiniment — notre politique traditionnelle en matière de liberté des changes.

Notre production agricole a augmenté de 20 %. La "tortilla" et le pain mexicains se font avec du maïs et du blé produits par la terre mexicaine, au soleil du Mexique. Les excédents agricoles que nous exportons (en coton, en café et en d'autres articles) renforcent constamment nos devises.

L'industrie minière a commencé à se reprendre. L'industrie pétrolière est en plein épanouissement. En général, les industries sont en train d'augmenter leur production, et nous nous devons d'atteindre le but national d'une plus grande productivité.

Le budget fédéral est le plus élevé que le pays ait connu. La répartition des crédits révèle jusqu'à quel point les préoccupations du Gouvernement répondent aux aspirations de la Révolution mexicaine. Des sommes considérables ont été allouées aux communications et aux transports, à l'éducation publique, à l'amélioration des ressources hydrauliques, à l'agriculture et à l'élevage. De la lumière pour les âmes, de l'eau pour les terres arides, de la nourriture pour les masses, des communications entre les localités jadis isolées ; tels étaient les buts de nos précurseurs, et tels sont encore nos buts.

Les routes bâties, les écoles construites, les grands travaux d'irrigation aussi bien que les petits, la production agricole, les centrales électriques, en somme, toutes les entreprises énumérées dans le rapport que je viens de lire, risquent de perdre leur sens humain dans la mesure même où elles se trouvent condensées dans les chiffres impressionnants qui les expriment. Mais, toutes ces entreprises, que sont-elles sinon des promesses que la Révolution a tenues ? des faits que les paroles n'effacent pas ? des perspectives de ce Mexique nouveau pour lequel nous luttons et nous vivons passionnément ?

Après avoir résumé les réalisations de la période 1954-1955, il semble nécessaire d'esquisser la tâche que nous aurons à accomplir durant la période 1955-1956.

Le Mexique et son Gouvernement commencent en ce 1^{er} septembre 1955 une nouvelle étape de travail. Il ne nous sera pas possible de transformer le mécanisme des événements par notre seule volonté. Il y a eu et il y aura toujours des facteurs naturels, politiques et économiques, étrangers à notre pouvoir. Mais, pour dure que soit la lutte, nous devons triompher, car nous nous efforçons d'obtenir une existence meilleure, et un bonheur, non pas utopique, mais réel et profondément humain. Nous ne confondons pas l'illusion et l'espérance. Nous n'admettons pas davantage des retards et des hâtes dangereuses pour la solution des problèmes. Nous voulons que notre désir d'arriver ne se traduise pas en gaspillage d'énergie. Nous mesurons les écueils, les efforts et les objectifs afin de mieux établir la proportion nécessaire entre les moyens et les buts.

Chaque année, 900.000 Mexicains de plus associent leurs efforts à nos tâches et unissent leurs voix à notre hymne. Ces 900.000 compatriotes représentent l'équivalent d'une province de plus au Mexique. Nous souhaitons pour eux — comme pour tous les Mexicains — une vie plus libre, plus démocratique et socialement plus juste.

Nous devons continuer à faire face au plus grand de nos problèmes. Au faible revenu de la majorité correspond une faible possibilité d'épargne ; et nous ne pourrions baser notre développement économique sur une augmentation des investissements, si cette augmentation ne s'accompagne pas d'une élévation du niveau général de vie. Ce n'est pas par la voie des privations que le Mexique pourra conquérir son bien-être. Ce bien-être, il devra l'obtenir par le travail et la solidarité de tous les Mexicains.

Les campagnes, les usines, les transports et l'électrification exigent de nouveaux et très importants investissements. Le capital étranger peut nous aider à accélérer le rythme du développement économique, dans la mesure où il vienne alléger les charges que l'épargne et les investissements font peser sur le peuple. Comme il a été déjà dit, son concours sera profitable si, en plus de satisfaire à cette nécessité, il se soumet à nos lois et ne porte pas préjudice aux entreprises nationales.

Jour après jour on perçoit plus nettement la personnalité vigoureuse de notre peuple. C'est d'elle que viennent les progrès surprenants qui affermissent la foi que nous avons dans les destinées de la patrie. Le Mexique possède une énorme réserve de forces spirituelles, bien plus précieuses celles-ci que la richesse matérielle qu'il pourrait jamais conquérir. On peut apprécier la signification de l'aptitude créatrice du Mexicain, son idéalisme, son intelligence, son adresse manuelle. Ses qualités se manifestent également dans le domaine de la technique, de la culture supérieure, des beaux-arts, de l'artisanat.

La conscience nationale est chaque jour plus certaine de ce que les préceptes de liberté humaine et de justice sociale inscrits dans la Constitution de 1917 représentent bien un point d'équilibre entre les courants idéologiques contemporains.

Le progrès que nous souhaitons sera uniquement, nous le savons, le résultat de notre effort. L'abnégation seule n'a jamais suffi à faire une grande nation. L'œuvre d'ensemble qu'attend la République exige une détermination enthousiaste, un élan créateur et une ferveur patriotique.

En m'adressant à mes compatriotes, aujourd'hui aussi bien qu'hier et que toujours, je leur rappelle notre consigne : le travail est la meilleure garantie de la liberté. La liberté ne fleurit pas sans la justice. Ni l'une ni l'autre ne sont un don gratuit, mais le résultat de la lutte de chaque jour. Et si nous continuons à perfectionner notre existence dans la paix et la démocratie, le travail, la justice et la liberté donneront à notre pays cette dimension historique que, grâce à l'effort de tous, nous devons atteindre.